

SILENCE

ECOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N° 190
MAI 95

23 F

Brennelis :

LE DEMANTELEMENT
EST MAL PARTI

Superphénix :

- MISE EN DANGER DE
LA PERSONNE
- LE NUCLEAIRE DANS
LES ECOLES

Tribune libre :

LA RETRAITE :
UNE SOLUTION
AU CHOMAGE

Nouvelle Adresse
9 rue Dumenge
69004 Lyon



LE NICARAGUA FACE AU MARCHÉ MONDIAL



Vue du nouveau local

UN TOIT POUR L'ÉCOLOGIE

L'achat du local est maintenant effectif. Du côté de Silence, nous avons pris, pour le moment, 100 000 F de parts (dont 80 000 F fournis par les différentes opérations de souscription et 20 000 F fournis par un prêt). Le Comité Malville a pris pour 50 000 F, Primevère pour 20 000 F, Alliance Tournesol pour 20 000 F. Cela représente donc 190 000 F pour les associations présentes dans le local. Deux autres associations ont annoncé une participation : la Fédération Ecologique Savoyarde qui participe à l'organisation de Primevère (5000 F) et Phébus qui envisage de transférer son siège dans ce nou-

veau local (5000 F). D'autres associations se sont proposées pour prêter de l'argent. Du côté des particuliers, une vingtaine de personnes ont pris des parts (entre une et quatre) pour un total de 150 000 F actuellement. Ceci nous permet de disposer (le 8 avril) de 350 000 F. L'achat du local (600 000 F) se découpe en fait de la façon suivante :

- rachat de la société propriétaire du local : 325 000 F
 - frais de notaire et d'enregistrement : 25 000 F
 - remboursement du passif de la société (emprunts bancaires) : 200 000 F
 - travaux initiaux : 50 000 F.
- L'argent collecté permet donc d'acheter la société et de payer le notaire dès maintenant (et donc de déménager comme prévu le dimanche 30 avril) mais ne nous permet pas encore de boucler le budget complet.

francs avant le 15 juin (soit 20 des 100 parts à trouver). Si nous avons largement assez de propositions pour emprunter, nous avons par contre des inquiétudes pour rembourser. Nous comptons sur une dynamique suffisante autour de la tombola / souscription, pour pouvoir collecter l'argent manquant avant la fin de l'année et rembourser très vite les prêteurs. Concrètement, il manque encore **85 000 F...** Comme nous ne voulons pas mêler le budget de la revue avec celui de l'achat du local, nous espérons encore en un réveil des lecteurs et des lectrices soit pour commander des carnets de tombola soit pour faire un don... Plus vite on aura fini cette opération et plus vite on pourra libérer la place dans la revue pour d'autres informations.

Sommaire

Nicaragua

- **Le nicaragua s'enfonce dans la crise** de Jean-François Cullafroz.....page 4
- **Les ferrailleurs d'Achualinca** de Jean-François Cullafroz.....page 8
- **Des privatisations populaires** de Jean-François Cullafroz....page 10

- Nord-Sud.....page 12
- Politique.....page 13
- Alternatives.....page 14
- Nucléaire.....page 16

Brennelis : le démantèlement est mal parti

de Gérard Borvon.....page 18

Superphénix : mise en danger de la personne

de Michel Bernard.....page 20

Malville : le nucléaire dans les écoles

de Georges David.....page 23

- Energies.....page 24
- Environnement.....page 25
- Femmes.....page 28
- Annonces.....page 28
- Société.....page 29
- Santé.....page 30
- Paix.....page 31

La retraite, une solution au chômage ?

de Ludo Dierickx.....page 32

- Livres.....page 34
- Courrier.....page 36

Deuxième étape

Nous nous sommes heurtés à deux problèmes pour la collecte d'argent : le manque de temps (nous sommes loin d'avoir contacté toutes les personnes pressenties !) et le montant de la part souvent jugé trop élevé. Nous avons donc dédoublé le budget en deux (350 000 F et 250 000 F) et nous cherchons maintenant à compléter ce qui manque avant le 15 juin où nous procéderons à une augmentation de capital. Cette augmentation permettra d'engager les travaux nécessaires (chauffage et cloisons) pendant l'été et, nous l'espérons, de rembourser la totalité des emprunts bancaires. Par ailleurs, au moment de la constitution de la société civile, nous avons modifié le montant des parts en les mettant à 2500 F.

Il s'agit donc maintenant de trouver 100 parts à 2500 F en deux mois. Si vous désirez devenir co-propriétaire avec nous, demandez-nous un dossier officiel le plus rapidement possible.

Du côté de Silence

Silence s'était engagé à verser 150 000 F. Nous avons déjà versé 100 000 F avant le 8 avril et nous verserons donc les 50 000 derniers

TOMBOLA : MODE D'EMPLOI

1 - Tout le monde peut participer : La tombola a été conçue pour que ceux qui n'ont pas d'argent (mais souvent du temps) puissent participer à cette collecte de fonds. Le carnet de 10 billets de 10 F vous est envoyé contre **100 F** franco. Si vous revendez tous les billets, cela ne vous coûte rien.

Si vous n'avez pas le temps ou pas l'envie de participer à la tombola, vous pouvez verser un don.

2 - Tous les lots sont "intelligents" : les lots ont été collectés auprès de nos annonceurs en échange de publicités dans la revue.

1er prix : un voyage au Sénégal (valeur 6000 F)

2ème prix : un frigo économe (valeur 4500 F)

3ème prix : un bon d'achat de 1500 F chez Ardelaine...

3 - Tout le monde gagne : cette tombola n'est pas un jeu de hasard : sur le talon du billet figure une case à cocher "Je souhaite recevoir gratuitement un numéro spécimen de la revue Silence". Cela signifie que pour tout achat d'un billet de 10 F, on peut recevoir un numéro d'une valeur de 23 F ! En diffusant ces billets, et en faisant cocher cette case, vous nous aidez à faire connaître la revue à un plus grand nombre de personnes : on leur enverra le numéro avec les résultats de la tombola en janvier 1996.

Chèques à l'ordre de "Un toit pour l'Ecologie" (en indiquant "tombola" ou "don") à retourner à : Silence, 9 Rue Dumenge 69004 Lyon.

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"

9 rue Dumènil, 69004 LYON

Tel: 78.39.55.33.

CCP 550 39 Y LYON

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans
chlorure par Atelier 26 - Lorient - Tel : 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs
auteurs. La reproduction des textes est autorisée
sous réserve d'en indiquer la source et le nom
des auteurs (photos, dessins compris).

N° de Commission paritaire: 64946

N° ISSN 0756-2640

Date de parution: 2ème trimestre 1995

Tirage: 3 700 ex.

Editeur: Association Silence

Président: Dominique Zanda
Vice-Présidente: Perline
Trésorière: Myriam Cognard
Administrateur: Jacques Caclin

Réalisation du journal

Directeur de publication: Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction: Michel Bernard

Publicité: Michel Jarru
Relations commerciales: Eve Malafosse
Documentation: Sylvie Arrio

Rédaction: Anne-Marie Carlier
Christian Glasson,
Francis Vergier,
Sylviane Poulenard,
Michèle Dussault-Delorme

Conseillers scientifiques: Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Herni Persat
Henri Pezerat
André Picot

Dessinateurs: Alho,
Mullo

Correctrice: Thérèse Régné
Conception maquette: Hubert Pilsson
Expédition: Maloin

Correspondants: Deborah Blache
Loïc Blache
Christiane Chapon
Leïla Lachachi
Bernard Perez
Vincent Martin
Xavier Sérédine

Georges David
Alain Claude-Gallié
Réné Hamm
Eric Marquis
Jean-Luc Thierry
Tam-Tam
WISE

Peace News
ACRO
Et pour ce numéro: Gérard Borvon
Ibrahim Carbonare
Jean-François Cullafranz
Ludo Dierckx
Vincent Frisot

Photo de couverture:
Ecole populaire au Nicaragua
© Hervé Prat

Pour participer au journal

N°191 - Juin

Comité de rédaction et clôture des articles:
samedi 29 avril à 14 h
Clôture des brèves:
vendredi 5 mai à 12 h
Expédition:
vendredi 19 mai à 19 h

N°192/193 - Juillet-Août

Comité de rédaction et clôture des articles:
samedi 27 mai à 14 h
Clôture des brèves:
vendredi 2 juin à 12 h
Expédition:
vendredi 16 juin à 19 h

Ce journal est réalisé
en grande partie par des bénévoles.
Vous pouvez y participer.
Pour faire connaissance
avec l'équipe du journal,
vous êtes invités aux expéditions.
Celles-ci sont suivies d'un repas à
22h30 offert par Silence.

EDITORIAL

La baignoire

Comment remplir la baignoire ? Comment changer de société ? Si les robinets militants amènent leurs flots d'énergie, les fuites sont nombreuses.

Dans le cas du Nicaragua, l'échec de la révolution sandiniste a été de croire qu'il suffisait de prendre le pouvoir pour "changer la vie" (1). Si des améliorations sociales ont bien eu lieu sous le régime de Daniel Ortega, cela n'a ni résolu les problèmes de misère, ni empêché le retour des valeurs libérales. Aujourd'hui, plus modestement, des paysans, à travers les coopératives, s'essaient à l'autogestion. C'est plus lent, moins spectaculaire, mais cela peut peut-être remplir enfin la baignoire !

Plus près de nous, comment s'étonner que la baignoire reste pratiquement vide quand la plupart d'entre nous s'occupent à y creuser des trous 39 heures par semaine et cherchent ensuite à les boucher pendant leur temps de militance ? Comment s'étonner que les fuites augmentent quand on voit des militants actifs aspirés par la course au pouvoir et qui négligent leurs engagements sur le terrain (2).

Sans réflexion sur notre attitude face au pouvoir (à tous les niveaux), sans transformation de la simple militance en engagement personnel dans des projets de vie alternative, nous n'avons aucune chance de remplir la baignoire.

Francis VERGIER

(1) "Changer la vie" : slogan de François Mitterrand en 1981 repris par Dominique Voynet en 1995.

(2) Ce printemps a vu les difficultés d'un certain nombre d'élus régionaux écologistes à pratiquer la rotation à laquelle ils s'étaient engagés.

LE NICARAGUA S'ENFONCE DANS LA CRISE

Quand par la "carretera Norte", on quitte l'aéroport Augusto Sandino en direction du centre de Managua, on peut penser apercevoir, au loin, de petites cabanes de jardin, sur fond de soleil cou-

des bières Victoria et Tonia, les entrepôts de la Coca et le grand hôtel Mercédès, les rédactions de la *Prensa* et du *Nuevo Diario*, il n'est qu'une multitude de havres sordides dressés à la hâte par les derniers venus des campagnes du

de six à sept personnes. Foin de jardins, vous avez affaire ici à des bidonvilles...

Des milliers d'enfants-travailleurs

Au premier feu rouge, des grappes de gosses s'accrochent à votre voiture. C'est à qui lavera le pare-brise, vous vendra journaux, tortillas, billets de loterie, serviettes-éponge et tapis de voiture, ou tout simplement tendra la main pour obtenir un cordoba. Partout, dans les rues des villes, le long des routes, dans le moindre village du "campo", vous allez les rencontrer, ces enfants-travailleurs dont le nombre se monte à plusieurs dizaines de milliers dans le pays.

Pourvoyeurs d'une économie parallèle substantielle, ils ne voient même plus leur travail remis en cause. Pourtant, après beaucoup d'autres pays, le Nicaragua vient de signer la convention internationale des droits de l'enfant, qui théoriquement les protège jusqu'à 14 ans. Mais quel gouvernement se hasarderait à s'y opposer alors que 70 % des adultes sont au chômage?

"Le manque d'emploi et la pauvreté grandissante sont une atteinte aux droits de l'homme, aussi importantes que celles qui touchent aux droits civils et politiques" souligne Sylvain de Pury, un juriste lyonnais qui apporte son

Cinq années après la fin du processus de transformation sociale mis en route par la révolution sandiniste, ce pays se trouve confronté à une pauvreté grandissante. Privatisation des entreprises publiques, réduction du budget de l'Etat, mise en pièces des acquis de la réforme agraire, sont quelques-uns des traits de la politique d'ajustement structurel imposée par le FMI et la Banque mondiale. Et les experts internationaux veulent serrer encore plus les boulons. Le tout sur fond de grandes manœuvres en vue des élections présidentielles de 1996.

chant illuminant les eaux du lac que domine le volcan Momotombo... Illusion d'optique.

En effet, dans cet espace de cinq kilomètres, entre les usines

Nord. Quatre pieux, des branchages, des planches et un morceau de tôle, le tout pour abriter, sur quelques mètres carrés, des familles (souvent monoparentales)

concours au CENIDH, le Centre nicaraguayen des droits de l'homme.

"Toutes ces difficultés se sont manifestées depuis cinq ans. Le travail des gosses, la prostitution, la violence...sont apparus ou se sont accrus. C'est le chômage et l'extrême dénuement de la population qui en sont la cause" assure Chantal Gourdon, une religieuse française, présente au Nicaragua depuis treize ans.

Dans la même veine, aucun des quatre quotidiens n'est avare sur ce diagnostic très sombre concernant l'état du pays. *"Barricada"*, journal sandiniste, met journellement en avant les menaces de privatisation des entreprises nationales Telcor (PTT) et ENE (l'EDF nicaraguayenne) notamment. Le pro-gouvernemental *"Prensa"* évoque *"l'insécurité des hôpitaux de la capitale où les soins ne sont plus sûrs"*. Le socialiste *"Nuevo Diario"* évoque la délinquance dans les rues et la *"Tribuna"*, porte-parole de la droite extrême, met à nu les résultats catastrophiques de l'économie.

Les conséquences néfastes de l'ajustement structurel

De fait, aussi bien Francisco Lainez, ex-gouverneur somoziste de la Banque centrale, qu'Orlando Nunez, ancien responsable sandiniste de la réforme agraire, tous deux aujourd'hui membres d'un groupe d'économistes indépendants, se rejoignent sur les causes de cette situation qui frappe la population.

"Il y a à la base une politique d'austérité strictement calquée sur les impératifs du FMI et de la Banque mondiale."

Et, début février, les instances internationales qui ont envoyé une mission de contrôle l'ont redit *"elles ne sont pas contentes car le processus des privatisations prévu par le plan d'ajustement structurel, ainsi que la remise en ordre de la propriété n'ont pas été menés à bien"*. Et ce n'est pas une mince affaire, car à la clé, il y a 540 millions de dollars de crédits.



Les enfants-travailleurs : *"Au premier feu rouge, des grappes de gosses s'accrochent à votre voiture. C'est à qui lavera le pare-brise, vous vendra journaux, tortillas, billets de loterie, serviettes-éponge et tapis de voiture, ou tout simplement tendra la main pour obtenir un cordoba"* (photos JFC)

Pourtant, les derniers chiffres du rapport de la Banque mondiale publié début janvier ont de quoi inquiéter. Avec un revenu moyen de 360 dollars par an et par tête d'habitant, le Nicaragua emporte la palme de la pauvreté sur le continent américain. Si l'on ajoute à cela un taux réel de croissance du PIB limité à 0,5 % et une dette extérieure de 10 800 millions de dollars (2 600 dollars par habitant) on se dit que les quatre millions de Nicaraguayens ont un avenir plutôt sombre.

D'ores et déjà, la malaria a refait son apparition, les cas de dengue et de choléra se multiplient, un million d'enfants sont à la rue, le taux d'analphabétisme est

remonté à 40 % (il était il y a dix ans de 12%), 50 à 60 000 personnes émigrent chaque année au Costa-Rica, au Salvador et au Honduras et l'inflation réelle culmine à 30 %. Des indicateurs qui peuvent faire frémir et en tout cas révèlent la dégradation ambiante et le désengagement de l'Etat d'un certain nombre de ses missions fondamentales.

Certes, à la différence de l'époque de la révolution, les rayons des supermarchés sont pleins, on y propose en abondance les mêmes produits qu'en Europe (les bordeaux, côtes-du-Rhône avoisinent les Yoplait et Boursin), mais qui peut se les procurer. Car les prix pratiqués sont les mêmes



Au milieu de la misère, quelques banques prospèrent.

qu'en France alors que le salaire d'un instituteur (bloqué depuis quatre ans) est de 500 cordobas (environ 400 F), et celui d'un médecin hospitalier d'à peine le double.

Les politiques coupés du peuple

Manifestement, l'Etat ne joue plus son rôle, et le débat qui agite actuellement l'Assemblée nationale renforce l'idée d'une vacuité du pouvoir politique.

"Les députés parlent depuis des semaines des réformes constitutionnelles sur l'élection du président de la République, alors que la misère s'accroît dans nos communes" regrette Jaime Arrauz, maire sandiniste de La Dalia, près de la frontière du Honduras.

La base du Front sandiniste (FSLN), qui fut le fer de lance de la révolution, s'avère de plus en plus coupée de ses parlementaires, et ne peut que déplorer la scission qui vient de s'opérer entre deux de ses leaders, l'ex-président de la République, Daniel Ortega, et Sergio Ramirez. Ce dernier promet d'ailleurs de lancer le 24 février prochain un autre parti, le mouvement de rénovation socialiste, avec la bénédiction de Félipe

González, qui sera alors en voyage officiel ici.

Malgré cela, ceux qui "limitent la casse", ce sont les militants de base du FSLN, au nombre desquels beaucoup de chrétiens. Au sein du Mouvement communal, dans les commissions sociales rurales, à travers les syndicats ou d'une multitude d'associations supportées par des dizaines d'ONG occidentales, ils

agissent. maintenant une lueur d'espoir pour des familles qui auraient pu se laisser aller aux rêves que suscitent les telenovellas brésiliennes (feuilletons) diffusés à longueur de journée par les six chaînes de télévision.

Ici, ils entretiennent un centre de santé, là une maison de la femme, là encore ils organisent des cours de rattrapage pour les

Culture du café : principale richesse du pays... mais dont les bénéfices partent à l'exportation pour une bonne part.



enfants-travailleurs ou assurent l'enseignement maternel dans des hameaux reculés où le ministère de l'éducation ne met même pas les pieds. Le tout, le plus souvent, à base de volontariat.

La violence en germes

Un appauvrissement constant peut-il se prolonger longtemps dans une société où Manuel Vargas, économiste le plus écouté du pays, affirme que 30 % de la population jouit de 64 % des richesses? Les grèves des transports en août 1993 et les rixes hebdomadaires dues à l'alcool en attestent : la population est restée fortement armée, même après les accords de cessez-le feu. Et très récemment, lors de la mort du recontra Northiel dans le nord du Nicaragua, un arsenal impressionnant à base de mitraillettes AK a été découvert. Il y a quelques jours encore, l'armée a accusé la très-officielle commission interaméricaine chargée de surveiller l'application des accords de transition, de soutenir les partisans des "recontras".

Alors, que se passera-t-il, si le maire de Managua, Arnaldo Aleman, est élu président de la République en 1996, comme le pronostiquent les sondages?

"S'il joue avec finesse, cela passera peut-être! Mais s'il cède aux sirènes des anciens somozistes qui entendent retrouver propriétés et avantages antérieurs, tout est possible" estime un observateur.

Ne resterait alors comme recours que le cardinal Obando y Bravo, qui à l'issue de sa messe dominicale rencontre les journalistes pour causer de tout et de rien. Mais là encore, les espoirs sont ténus, tant les actes de la hiérarchie catholique sont en contradiction avec un discours apparemment attentif aux questions sociales. Comme le montrait récemment le *Monde diplomatique*, la diplomatie du Vatican n'a jamais fait rien d'autre que la politique des USA.

Notre part de responsabilité

On le voit, les données du problème nicaraguayen sont com-

plexes et les clés pour le solutionner loin d'être évidentes. Elles résident d'ailleurs pour une grande partie en Occident, dans la politique économique élaborée par le FMI et dans les relations directes avec nos pays et la Communauté européenne. D'ailleurs, la CEE vient de mettre le Nicaragua parmi ses toutes premières priorités d'aide internationale et l'ambassadeur allemand à Managua vient d'annoncer une importante remise de dette de la part de son pays.

"Depuis le tremblement de terre de 1972, le Nicaragua vit comme une prostituée. Et encore, la

moitié de l'aide internationale promise n'arrive pas et stagne dans les banques aux USA ou ailleurs. Si l'on voulait vraiment faire décoller l'économie de notre pays, il faudrait au moins injecter 1 400 millions de dollars pendant une décennie" remarque un économiste.

On l'aura compris, le cas du Nicaragua comme de nombreux pays latino-américains, asiatiques ou africains repose avant tout sur les choix des pays du Nord et des multinationales qui gouvernent le monde.

Jean-François CULLAFROZ

14^e FOIRE EUROPÉENNE ROUFFACH

DU PAIN
VIN ET
FROMAGE
ÉCO
BIOLOGIQUES

25 AU 29 MAI
1 9 9 5
WEEK-END
DE
L'ASCENSION

300 EXPOSANTS
50 CONFÉRENCES
ANIMATIONS
40.000 VISITEURS

avec le
soutien technique
de l'ACTA

Rouffach à 15 km au Sud de Colmar (Alsace) - RN83
 Informations: Tél. 89 49 62 99 - 89 49 62 54 - FAX 89 49 73 78
 Syndicat d'Initiatives Rouffach: Tél. 89 78 53 15

Festival Rouffach

LES FERRAILLEURS D'ACAHUALINCA

Deux gros égouts à ciel ouvert conduisent au "lac" de Managua. Cela fait bien longtemps que plus personne n'y a trempé le bout de son orteil. Et pour cause!

"Dans les années cinquante, la mairie a transformé cette zone lagunaire en décharge municipale. Et ceux qui logeaient déjà sur place ont dû faire avec" explique William Olivares, qui a connu cette transformation radicale.

jour ? Cela commence de bon matin, dès que les camions-bennes municipaux quittent cette artère du monde civilisé. Devant nous, le numéro 158, bariolé de jaune et flambant neuf, arrive de *Las Colinas*, le quartier huppé de la capitale, là où la famille de la Présidente Chamorro et l'archevêque Obando tiennent résidence. Mardi, jeudi et samedi sont des jours fastes car les camions conduisent ici les surplus des quartiers riches.

quotidienne à la saison sèche, de novembre à mai), des tas de fourmis s'agitent en tous sens. Plus près, votre oeil découvre l'insupportable. Environ 400 personnes sont là, agglutinées. Hommes, femmes, enfants qui se bousculent, dès les premiers versements de sacs poubelles. On fouille, on entasse, on trie à mains nues sur place les immondices, remplissant un à un les sacs en sisal blanc. Ils vont ensuite trouver place sur des charretons ou à dos d'hommes (et d'enfants) et seront portés en dehors de cette zone.

Les gosses vont et viennent, fébriles, pieds nus, l'oeil rivé à leur butin, le visage maculé de sueur, de poussière et de boue. Tout est bon à récupérer : métal, papier, carton, verre... Une odeur insoutenable se dégage de ce site fantomatique et la vue du tableau relève de l'apocalypse. A quelques centaines de mètres de là, une trentaine de vautours tournoient au-dessus d'une colline où parfois jusqu'à neuf heures du soir, les abattoirs vont décharger des carcasses. Une fois nettoyées par les rapaces, et avant que les bulldozers ne les enterrent, les "équeilleurs" vont aller ramasser les os. Broyés finement, ils finiront comme aliments pour bétail et animaux domestiques.

"La zone s'étend sans cesse et les bulldozers la compactent. on a atteint une hauteur de 14 mètres" explique William, qui, au volant de sa camionnette, m'a servi de guide.

De fait, au-delà de cette barrière, en contrebas, un tas de cartons dressé derrière un enclos fait de bouts de portières et de

Celui qui n'est pas entré à Acahualinca ne peut parler de la misère. Acahualinca, c'est une zone de 40 hectares où se déploie la plus vaste décharge d'ordures d'Amérique centrale. Et son développement va de pair avec la dégradation de ce pays qui a rompu il y a cinq ans avec la révolution sandiniste.

Car, là où se tenaient familles de pêcheurs et de maraîchers, là où se baignaient les bourgeois de la capitale, il n'y a plus qu'immondices qui s'entassent par tonnes chaque jour.

Entre le barrio Santa Ana et la raffinerie (la seule du pays), on quitte l'avenue du Triomphe pour s'enfoncer cinq cents mètres à l'intérieur. Qui pourrait penser que derrière une succursale Toyota où l'on vend les derniers modèles importés du Japon par la famille Pellas (une des douze plus riches du pays), 400 personnes triment douze heures par

Un spectacle insoutenable

Dès l'entrée de ce qui pourrait être un ghetto, des gosses hauts comme trois pommes s'accrochent derrière la benne, de temps à autre violemment repoussés par les éboueurs. L'an dernier ainsi, deux enfants ont trouvé la mort sur leur lieu de travail. Dans cet équipage, les gosses font leur entrée sur une immense plateforme. Au loin, dans la poussière qui virevolte (le vent est monnaie



"Maison" construite sur la décharge du Lac de Managua.

pare-chocs sert d'abri aux chiffonniers. Ils survivent là. Et une fois la journée finie, leurs familles prennent le relais. On sélectionne, empaquette, avant d'aller revendre à des intermédiaires. Car aucun accès direct au marché n'est possible. Là aussi l'économie libérale règne en maître et les gamins qui vont vendre 6 cordobas (environ 4 francs) leur sac de ferraille en font tous les jours l'expérience. Car le revendeur, lui, négociera la même marchandise quatre à cinq fois plus cher. Ainsi, en trimant durant douze heures, six jours par semaine, près de 200 enfants recueilleront 300 cordobas par mois, les adultes en gagnant le double.

Rompre un cycle infernal

"Notre objectif final est de les sortir de ce cycle infernal où ils sont nés et risquent bien de mourir. En attendant, on essaie de les réunir pour les alphabétiser, leur donner une formation" explique Norma Villalta, responsable de la Maison de la femme. Son grand rêve : obtenir des machines simples, des plieuses par exemple, qui permettraient aux enfants de valoriser les métaux collectés.

Depuis 1969, Acahualinca a pris les devants du travail communautaire. Aux beaux jours du somozisme, alors que le dictateur s'appropriait 40 % du pays, ici, une poignée de gens mûs par un idéal

de justice décidaient de s'organiser. Et quand est arrivée la révolution sandiniste, ils se sont trouvés renforcés dans leur action.

"On a construit nous-mêmes en plusieurs étapes le centre de santé et l'école. Elle est même un peu petite puisqu'on ne peut accueillir que 1 050 élèves par demi-journée, alors que 1 800 autres voudraient y venir" poursuit William. *"De toutes façons, on n'aurait peut-être pas été les maîtres. Depuis la fin de la Révolution, le gouvernement de Violeta a réduit les moyens que nous avions."*

Les nouveaux exclus du système

"Je vois de plus en plus de têtes nouvelles sur le chantier d'ordures. Ce n'est pas sans rapport avec la situation économique qui est de plus en plus dure" estime William.

De fait, après les populations du Nord qui ont fui les exactions de la Contra en 1985, d'autres familles sont arrivées ces dernières années. La population a gonflé et ainsi au moins 14 000 personnes vivent autour de la décharge. Le dernier barrio en date, Pantanal (marécage) nom d'une série télévisée brésilienne, est une terre d'accueil pour les nouveaux exclus du système. Dans ce contexte difficile, les personnes les plus conscientes réunies autour de la maison de quar-

tier s'accrochent. Santé et éducation sont les priorités des priorités.

"Je suis né ici il y a quarante-neuf ans et j'ai le sentiment d'un recul évident. Mais au plan social, voir que malgré toutes les embûches, des femmes viennent au planning familial, d'autres se forment à être aides-soignantes et que 165 enfants-travailleurs suivent des cours du soir, cela nous stimule aux pires moments de découragement" témoigne William.

De surcroît, l'assistance d'ONG nicaraguayennes ("2e génération" et "Jeunes chrétiens"), canadienne (Oxfam) ou françaises (le MAP et le Secours populaire de la région Rhône-Alpes jusqu'à l'an dernier) est un élément encourageant. Même si les fonds ne sont pas à la hauteur des besoins. D'autant que la décharge n'est pas prête à fermer. En effet, après des Hollandais, des experts japonais ont planché durant trois mois pour aboutir à la nécessité d'étendre encore le dépôt d'ordures. Quitte à expulser ceux qui se sont construit un toit et ont planté des arbustes dans le cadre d'un plan de reforestation.

En livrant cette décision encore "top-secret", William, Norma et leurs amis esquissent un timide sourire. Sans illusion, ils n'ont rien perdu de leur détermination.

"A chaque élection, Acahualinca fait la une des journaux et sert de tremplin aux hommes politiques, alors on est habitué..."

En quittant la décharge puis le quartier, la nausée me monte aux lèvres. Mais ce dégoût se mue en révolte quand, revenus en centre-ville, nous croisons le chantier d'un rond-point qui sera bientôt orné d'une superbe fontaine. Le maire d'extrême-droite, Arnaldo Aleman, aux ambitions présidentielles affirmées, veut laisser une trace dans la pierre, pour une dépense de plusieurs milliers de dollars...

Mais quand donc ces scandales, révélateurs de l'état du Tiers-monde et des préoccupations de ses dirigeants cesseront-ils?

Jean-François CULLAFROZ

DES PRIVATISATIONS POPULAIRES

Au Nicaragua, le Cipres (centre de recherche pour la promotion et le développement rural et social) installé à Managua, jette les bases d'une économie alternative. Une perspective suivie de très près par les états voisins, encouragée par la Communauté européenne, aidée par certains organismes internationaux et même des industriels américains.

Les experts du FMI et de la Banque mondiale l'ont fait savoir en février 1995 à Managua : ils ne sont pas contents de leur élève docile, car

du pays, mais aussi des sandinistes, trop attachés à un fonctionnement centralisé, directement hérité de la période de guerre. Reste que ces ferments d'autogestion se sont enracinés dans un terreau favorable laissé par le précédent régime : l'appropriation des sols apportée par la réforme agraire, un mouvement coopératif très fort et une solide expérience d'organisation collective.

"Notre pays a été tellement agité ces quinze dernières années, que ce soit sur le plan militaire, social ou politique, que cette nouvel-

guayens. Et 50 000 ouvriers se sont ralliés à ce processus. Au total, une centaine d'entreprises de l'agroalimentaire sont concernées" explique-t-il. Auxquelles il faut ajouter des complexes touristiques, hôteliers, des usines métallurgiques ou des supermarchés.

Café, sésame, coton, sucre, tabac, arachide ou bananes sont produits, transformés puis exportés sur les marchés internationaux par le biais du secteur coopératif et des entreprises autogérées. Par le biais d'Agrocafé et d'Inecafé par exemple, pas moins de 65 000 quintaux de café (10% des exportations pour les entreprises appartenant aux travailleurs, et 50% des exportations si l'on inclut le secteur des coopératives) ont pu trouver place sur le marché international. Des chiffres en augmentation de 15 000 quintaux sur l'année précédente et cela grâce à l'efficacité du système.

"Les petits producteurs ont tout intérêt à passer par nous pour commercialiser le produit de quelques manzanas, car nous leur offrons des débouchés qu'ils n'auraient pas. Il y a même des transformateurs privés qui nous font confiance sans soupçonner un instant que nos entreprises appartiennent aux travailleurs" souligne Orlando Nunez.

Suivant l'exemple de dix entreprises cafetières à l'origine d'Inecafé, six grandes complexes collectant le sésame ont pu commercialiser l'an dernier 20 000 quintaux. Dans le même ordre d'idées, grâce à des ONG telle Oxfam, 1 000 quintaux de sucre ont trouvé place sur les rayons de magasins en Hollande, Belgique...Au total, c'est environ la moitié de l'économie nicaraguayenne qui vit de cette façon. On le voit donc, le poids pris en quelques années par cette forme d'organisation économique est loin d'être ridicule.

Entre le tout-libéralisme qui manifeste chaque jour davantage ses échecs et le socialisme étatisé qui a fait faillite, il y a peut-être une troisième voie : les coopératives.

il n'a pas appliqué totalement les engagements qu'il avait souscrits, notamment en termes de privatisation des entreprises publiques. L'ENE (EDF nicaraguayenne) et Telcor (alias France-Telecom) font l'objet de grèves répétées de la part de salariés opposés à cette évolution. A l'extrême limite, les syndicats, par ailleurs divisés, préféreraient une privatisation collective à une vente pure et simple à un investisseur privé, comme le géant américain ATT, qui semble être en bonne position pour ravir ce secteur que convoitait aussi France-Télécom.

Oppositions multiples, terreau favorable

Ce mouvement, né il y a cinq ans, n'a pas eu les faveurs des politiques. De droite bien sûr, représentant la bourgeoisie oligarchique

la forme d'organisation économique a été bien acceptée" explique Orlando Nunez. Ce fils de paysan de Somotillo a fait sa thèse en Sorbonne, avant de diriger la réforme agraire aux beaux jours de la Révolution et d'être aujourd'hui un expert écouté des instances nationales et internationales, sollicité par les universités américaines. Ses idées sont simples : depuis la chute du mur de Berlin, point d'autre alternative au libéralisme que l'autogestion mise en oeuvre au fil des différentes privatisations. Un mouvement qui a pris corps au sein des paysans et travailleurs du secteur agroalimentaire.

La moitié de l'économie nicaraguayenne

"Cela concerne pres de 100 000 familles paysannes qui exploitent la moitié des sols nicara-

Une assise financière indispensable

Elle doit d'abord sa réussite aux acquis structurels (propriété de la terre notamment) et aux pratiques sociales des Nicaraguayens. Un héritage qui les conduit à payer de leur propre personne, y compris au niveau de la rémunération de leur produit ou de leur travail. Sacrifices à court terme qu'ils espèrent voir payé de retour lorsque l'expérience se sera installée d'une manière durable. Une perspective qui se rapproche, une étape ayant été franchie en novembre dernier avec la création de la banque des paysans (El Banco del Campo).

Cet organisme financier mis en place conjointement par le secteur coopératif, les entreprises autogerées et la banque centrale nicaraguayenne a su trouver l'appui de financiers internationaux. Ainsi, la coopération suisse pour le développement, Oxfam-America, des organismes hollandais (Hivos, Stichting, Corporation financière hollandaise...), norvégiens (Norad), suédois (Asdi), la Communauté européenne et la Banque interaméricaine pour le développement sont venus abonder au capital de la banque qui occupe la quatrième place des institutions bancaires du pays (6 millions de dollars de chiffre d'affaires). Mutualisateur des fonds générés par ce secteur de l'économie nationale, la banque est aussi un outil vital pour la paysannerie qui aurait sinon les



Orlando Nunez

plus grandes difficultés à accéder au crédit, condition sine qua non pour son maintien et son développement. Car l'exode rural est monnaie quotidienne. Avec en corollaire l'installation d'asentamientos sauvages aux portes des villes, et le gonflement du volant de sans-emplois, que les dernières statistiques chiffrent à 70%.

Ici, se trouve un des éléments fondamentaux de l'adhésion des agriculteurs à ce fonctionnement. Car, comme le souligne un paysan rencontré dans une bananeraie de Chinandega : *"quel entrepreneur accepterait de travailler sans compter ses horaires et son revenu. Nous, nous n'avons pas d'autre alternative pour survivre."*

Instrument indispensable, El Banco del campo élargit aujourd'hui son assise financière en vendant des actions aux particuliers, initiative qui pourrait trouver un écho favorable parmi les travailleurs des villes qui ont embrayé récemment dans le mouvement de privatisation collective.

Et même la Banque Mondiale fut séduite...

L'intérêt des grandes institutions économiques internationales est un indicateur qui atteste des perspectives qu'ouvre le secteur autogestionnaire. Enclenché avec des visites de coopératives du Mexique et du Costa-Rica voisin, ce mouvement s'est prolongé avec des études menées par la Banque mondiale et le FMI.

"Ces maîtres de la marche du monde se sont dit que finalement

face à l'échec des politiques d'ajustement structurel, notre organisation économique pouvait avoir sa valeur. Elle présente le double avantage de ne pas remettre en cause l'économie de marché et de contenir l'explosion sociale qui sinon menacerait" commente réalitement Orlando Nunez.

Dans la foulée, la Banque interaméricaine de développement a consenti un prêt de 20 millions de dollars sur vingt ans et la Communauté européenne a engagé 25 millions de dollars sur les cinq prochaines années (elle a d'ailleurs inscrit le Nicaragua en tête de ses priorités d'aide en 1995). Par ailleurs, dans le droit fil d'une politique mise en route il y a plusieurs années, le secteur autogéré bénéficie de la moitié de l'aide internationale accordée au Nicaragua. Les organisations internationales préfèrent l'aide directe à des acteurs de terrain à la livraison de fonds à des états peu fiables, fussent-ils mis en place par les Etats-Unis. Une perspective qui a même séduit quelques milliardaires "rouges" américains, issus de la génération 1968 et qui ont trouvé dans cette voie un juste compromis entre leur business et leurs idées premières.

La fameuse troisième voie, qui fait encore figure de leurre sur le continent européen, aurait-elle trouvé une raison d'être en Amérique centrale. Pour l'heure, il y a toutes raisons d'être optimiste à ce sujet, tout en soulignant qu'il faudra sans doute encore pas mal de temps pour sortir le Nicaragua de l'engrenage du sous-développement.

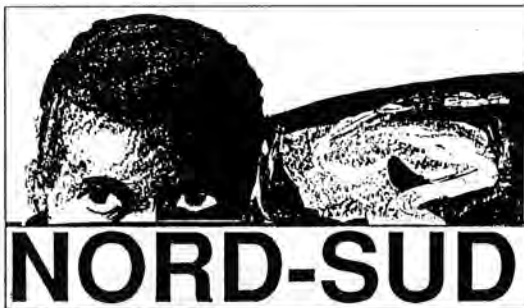
Jean-François CULLAFROZ

L'or rouge nommé mongo's beam

Il était une fois un petit haricot rouge venu d'Inde. Fruit de la recherche agronomique, c'était un produit "magique". En effet, il avait la particularité de pousser rapidement dans les terres les plus arides, tout en fertilisant les sols, de par ses éléments nitrogènes.

Adopté par le bétail qui en fait un de ses aliments préférés, il s'est popularisé sur les marchés et même à l'exportation. Aujourd'hui, un millier d'agriculteurs nicaraguayens en ont fait leur production-fétiche et un peu plus de 1 000 quintaux ont été vendus aux USA où il a fait des émules.

Il a de beaux jours devant lui sous les tropiques!



NORD-SUD

PETITES PHRASES

"L'aide humanitaire : prendre l'argent aux pauvres des pays riches pour le donner aux riches des pays pauvres". Bendre, août 1994, hebdomadaire burkinabé.

PEROU - EQUATEUR : CONFLIT FRANÇAIS

Les amateurs de jeux télévisés peuvent être contents : le conflit qui oppose le Pérou et l'Équateur, sur le dos des Indiens d'Amazonie, est entièrement sponsorisé par la France : les deux armées utilisent des armes produites dans nos usines. La CGT, grande animatrice du mouvement de la paix, doit être heureuse, ça crée des emplois.

KENYA : COMMUNAUTE MENACEE

La communauté massai d'Iloodoariak (rivières rouges) a son territoire à 80 km au Sud de Nairobi, dans le district de Kajiado (province de la vallée du Rift), au Kenya. Ce territoire de 146 000 hectares a été pris en charge par l'état qui depuis 1970 pousse les pasteurs errants à se sédentariser pour pouvoir revendiquer leur accession à la propriété privée. Au passage, l'État a réussi à vendre 20 000 hectares à des personnes étrangères à la région (fonctionnaires d'État, élite politique...) et aujourd'hui les 1200 familles massai les plus pauvres n'ont plus de terre. En 1992, la communauté massai porta l'affaire en justice mais la plainte a été rejetée pour non respect des délais. En septembre 1994, une marche a alors été organisée jusqu'à la capitale et le président Moi (quel nom prédestiné !) a promis de résoudre la question. Depuis, plus rien. Actuellement

les troupeaux peuvent toujours circuler librement mais les responsables massai redoutent qu'un jour une expulsion en règle ne se produise. Ils appellent aujourd'hui à un soutien international pour appuyer leur démarche en justice. Renseignements : Survival International, 45 rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris.

DOSSIER SUR L'AIDE HUMANITAIRE

Le RITIMO, réseau qui regroupe les centres de documentation tiers-monde, publie des dossiers à thèmes reprenant des articles parus dans la grande presse et la presse spécialisée. Le numéro de décembre 1994 présente des articles qui débattent sur les questions qui agitent le domaine de l'aide humanitaire : la professionnalisation, aide d'urgence et développement durable, la notion d'ingérence, les résultats de l'aide. Le n° 60 F à commander à : Ritimo, CDTM, 20 rue Rochechouard, 75009 Paris, tél : (1) 42 82 07 51.

CODE DE BONNE CONDUITE DES ENTREPRISES

L'association Solidarité constate qu'actuellement le pillage des ressources, en particulier par les compagnies pétrolières, conduit en Amazonie, mais également ailleurs, à un génocide-écocide. Pour que cessent ces pratiques, cette association souhaite engager la réflexion avec d'autres organisations pour essayer d'élaborer un code de bonne conduite que les entreprises pourraient adopter et qui permettrait aux populations autochtones de participer aux décisions concernant leur territoire et leur avenir. Pour en savoir plus : Elisa Glangeaud, Solidarité, BP52, rue du Château du Roi, 81602 Gaillac cedex, tél : 63 41 01 14.

RWANDA

LA FRANCE COMPLICE

Le 9 février dernier, à New-York, au siège de l'ONU, les USA ont proposé une résolution demandant aux Etats membres d'arrêter les coupables du génocide rwandais s'il s'en trouvait sur leur territoire pour qu'ils puissent être jugés par un Tribunal international. La France a essayé de bloquer cette demande et a obtenu l'introduction dans la résolution d'une modification rendant celle-ci non-obligatoire. Tous les étrangers présents sur le territoire français n'ont donc pas à craindre une expulsion ! (source Billets d'Afrique, mars 1995)

PETIT ROBERT

Dans notre numéro de février nous rapportions une phrase extraite du Petit Robert sur le Rwanda et signalions qu'elle laissait sous-entendre que les massacres étaient de la responsabilité du FPR actuellement au pouvoir. Le célèbre dictionnaire nous a alors contacté pour nous signaler qu'une correction avait été apportée dans la nouvelle édition 1995. La nouvelle formulation n'est guère améliorée. On peut en effet lire : "Au lendemain de l'assassinat de J. Habyarimana (avr. 94), le pays sombra dans une guerre civile marquée par la victoire du FPR qui forma un nouveau gouvernement dirigé par Pasteur Bizimungu. Le génocide d'une partie de la population (500 000 à 1 million de morts) provoqua la fuite de millions de personnes dans une zone de sécurité mise en place par la France ("opération Turquoise", juin-août 1994) et relayée par des casques bleus africains (...)". Le petit Robert laisse toujours le flou sur l'origine des massacres et magnifie le rôle de l'armée française en oubliant de rapporter que cette armée est d'abord intervenue pour faire quitter le pays aux anciens dirigeants avant de s'intéresser aux massacres sur laquelle elle a d'abord soigneusement fermé les yeux. Le Petit Robert pourrait se renseigner auprès de l'ONU pour avoir une vision un peu moins gouvernementale de l'histoire.





PETITES PHRASES

"Le mensonge devint monnaie et il tissa un rêve de bien-être et de prospérité pour quelques-uns sur le cauchemar de tous les autres" Marcos, Chiapas, Politis 30 mars 1995.

MEXIQUE : LE CHIAPAS DANS LA TOURMENTE

Un an après la révolte spectaculaire mais non sanglante des Indiens du Chiapas, le gouvernement mexicain a décidé d'essayer de reprendre en main les 3800 km² contrôlés par l'armée zapatiste. Après une tentative infructueuse pour s'emparer de Marcos, le leader à la cagoule, le 9 février dernier, le gouvernement a adopté une nouvelle stratégie : confiscation de biens dans les villages indiens, destruction des appareils de radio permettant de capter les émissions zapatistes, fouilles répétées... De nombreuses familles ont pris peur et se sont réfugiées dans les montagnes où elles survivent comme elles peuvent. Des comités locaux pour le respect des droits de l'homme ont essayé d'intervenir pour éviter ces répressions dirigées contre des civils mais ces comités sont soumis à de multiples pressions (perquisitions, détentions arbitraires). Amnesty International a répertorié de nombreux cas de tortures, de mauvais traitements et de "disparitions". (source : Agir ensemble pour les Droits de l'Homme, mars 1995)

INDIENS ET INDEPENDANCE QUEBECOISE

Les indépendantistes québécois, après leur victoire aux élections de septembre 1994, envisagent un nouveau référendum d'autodé-

termination pour l'année 1995. Le départ de plus de 200 000 anglophones de la province entre 1975 et 1991, lassés de la querelle linguistique, laisse entrevoir une possible issue positive à ce référendum. Reste alors la question des Indiens qui sont dispersés sur les 4/5ème du territoire au Nord du Québec. Ces Indiens Iroquois qui ont signé une convention commune dès 1539 revendiquent leur droit à l'autodétermination, ce que leur conteste vivement les nationalistes québécois. Comme le fait remarquer Kenneth Deer, rédacteur en chef du journal Mohawk "The Eastern Door", en visite en France en octobre 1994 : *"Nous n'avons pas à dire si le Québec doit se séparer ou non du Canada, c'est un conflit entre deux frères européens qui ne nous concerne pas. Ce qui nous inquiète, c'est qu'ils ont un différend sur des terres qui ne sont pas les leurs. Or, il n'y a aucun traité de cession des terres indiennes (...). Lorsque les Européens sont arrivés en Amérique, ils n'avaient rien d'autre que leurs vêtements et le navire qui les avait transportés. Ils n'ont apporté aucune terre, en dehors de la crasse sous leurs ongles"* (source Nitassinan, 1er trimestre 1995)

TURQUIE : MASSACRE DES KURDES

Pourquoi l'Europe observe-t-elle un silence pesant sur les massacres de l'armée turque dans le Kurdistan ? Si l'Allemagne est obligée de réagir (il s'agit des armes qu'elle a vendues et la communauté kurde en Allemagne a commencé à faire des attentats), la France ne dit rien. Une explication pourrait se trouver dans la bataille pour vendre la Turquie sa première centrale nucléaire. Pour le moment, la Turquie penche

plutôt en faveur de la filière sud-coréenne. Les travaux devraient démarrer en 1996 ou 1997 et l'industrie nucléaire française ne désespère pas de reprendre le marché.

ALLEMAGNE : ECOLOGISTES BOURGEOIS

En une dizaine d'années d'existence, les Verts allemands ont vu leur électorat se modifier sensiblement. Le 19 février, pour la première fois, une coalition SPD (socialiste)- Verts a été reconduite dans le Land de Hesse et les Verts ont progressé de 8,8 % en 1991 à 11,2 % aujourd'hui. Selon une étude publiée par le Süddeutsche Zeitung, l'électeur moyen est "idéologiquement non défini, plutôt aisé, et toujours prêt à faire entendre sa voix, minoritaire, mais intelligent lorsqu'il s'agit de faire pression sur la politique des grands partis". (source Courrier International, 23 février 1995)

A LIRE AVANT LE DEUXIEME TOUR

Au moment de mettre sous presse, nous ne savons pas si l'inexistant Jospin gagnera sa place pour un deuxième tour. Mais avant de vous rendre aux urnes rappelons le bilan social de 14 ans de "socialisme". Si évidemment dans le domaine du chômage, la situation n'est pas meilleure que dans les autres pays, on peut s'interroger sur les faveurs accordées au capitalisme par

ceux qui disaient encore dans leur programme de 1981 être pour la révolution. En 1981, 68,7 % de la valeur ajoutée par le travail profitait au travailleur à travers son salaire et les avantages sociaux... Le reste étant la rémunération des capitaux. Aujourd'hui, le taux est tombé à 60,6 %. En 1982, il y a eu 2,3 millions de journées de grève... en 1993, plus que 510 000 soit un niveau jamais atteint depuis la fin de la guerre. Les cotisations sociales des entreprises sont passées de 9 % en 1985 à 5,4 % aujourd'hui pour soi-disant relancer la croissance et donc l'emploi : les chômeurs rient jaune ! Tous les chiffres montrent que les inégalités se sont accrues... Que Jospin soit présent ou non au deuxième tour, vous n'aurez le choix de toutes façons qu'entre deux candidats suppôts du capitalisme. (source : Arguments pour une écologie sociale, mars 1995)

CREUSE : CAMPOS LIBERTAIRE

Les militants libertaires sont invités à participer à une rencontre aux champs (campos en occitan), du 5 au 15 août, à La Celle Dunoise, dans la Creuse. Cette rencontre se fera en camping avec de nombreuses activités de loisirs (randonnée, baignade, équitation, canoë, vélo, basket, volley, tennis, tir à l'arc) et des rencontres sur les thèmes que vous voudrez bien proposer. Toute suggestion à faire à : Campos Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris, tél : (1) 48 05 34 08.

COMMENT ETRE CANDIDAT(E) ECOLOGISTE

Vous pensez que c'est dur d'être candidat(e) aux élections présidentielles. Vous croyez qu'il faut savoir expliquer comment résoudre le chômage, comment sortir du nucléaire, comment améliorer la convivialité et la tolérance entre tous... Vous n'y êtes pas du tout : regardez les émissions politiques. Pour être candidat(e), il suffit de savoir répondre aux questions suivantes (questions valables aussi bien pour Antoine Waechter que Dominique Voynet) : "Avez-vous vos 500 signatures ?" "Allez-vous vous désister au deuxième tour ?" "Pensez-vous rester un(e) professionnel de la politique ?" et plus spécialement pour Dominique Voynet : "Allez-vous rester maquillée à la fin de l'émission ?" "Votre fille n'en a pas marre que vous soyez si souvent absente ?" Etc... Eh oui, c'est dur de se mettre au niveau des plus grands journalistes politiques français !



PRIX NOBEL ALTERNATIFS

Les prix Nobel alternatifs 1994 ont récompensé l'écrivaine **Astrid Lindgren**, auteur de nombreux livres pour enfants, prônant l'éducation non autoritaire, la non-violence et la protection des animaux ; le Nigérian **Ken Saro-Wiwa**, actuellement en prison, adopté par Amnesty International, pour la défense de ses compatriotes de la tribu Ogoni ; le médecin **H. Sudarshan**, qui depuis 15 ans se consacre au développement du bien-être social, économique et culturel du peuple soliga dans l'Etat de Karnataka (Inde) sur la base de la culture tribale existante ; et l'organisation de l'île de Trinidad **Service volontaire pour tous**, dont le travail se situe tout particulièrement en direction des enfants de moins de 5 ans et des adolescents entre 16 et 19 ans, travail repris par le gouvernement de Trinidad y Tobago, puis par les autres gouvernements des Caraïbes.

FRANÇOIS PARTANT SUR FRANCE-CULTURE

L'émission "Profils perdus" de France-Culture s'attache à retracer la vie d'une personne disparue à partir de rencontres avec ses proches. Deux émissions (jeudi 11 et 18 mai de 21h30 à 22h30) seront consacrées à François Partant, mort en 1987, et qui a largement inspiré les écrits de nombre de personnes qui ont écrit dans Silence sur les questions économiques. D'abord banquier, il va devenir non seulement un critique éclairé des politiques de développement, mais également un visionnaire remarquable. A partir de 1969, il s'investit dans différentes initiatives populaires, écrit des livres de vulgarisation économique accessibles à tous, dont le plus célèbre est "La ligne d'Horizon", qui a donné son nom à l'association des Amis de François Partant, avec qui Silence collabore régulièrement. L'émission conçue par Silvia Perez-Vitoria donne la paro-

le à Jean Chesnaux, historien, François de Ravignan, agronome, Gordian Troeller, cinéaste, Françoise Bourquelot, chercheur en économie rurale, Ingmar Grandstedt, socio-économiste auteur du dernier hors-série de Silence, etc... A ne pas louper.

PRESSE ALTERNATIVE : FOURMI VERTE

Au milieu d'une presse pour enfants contrôlée par les églises ou les multinationales (voir les reportages sur l'armée publiés par les publications Bayard ou Milan), il n'y avait pas d'alternatives jusqu'à il y a deux ans. Et puis, quelques courageux Auvergnats ont fait le pari de lancer une revue pour enfants avec un éclairage écolo. C'est parfaitement réussi (à par le papier glacé ! Il existe pourtant d'excellents papiers recyclés pour la couleur !)... mais la revue a du mal à se faire connaître et s'essouffle un peu. Elle a besoin de 500 nouveaux abonnés. Pour

faire connaissance, demandez-leur le dernier numéro paru de notre part : Fourmi Verte, Papaver éditions, BP 54, 63202 Riom cédex, tél : 73 26 86 75.

VILLAGE AUTONOME DU TROISIEME AGE

Recréer un village pour des retraités végétariens ? Un village où la recherche d'autonomie serait la base de la solidarité : les plus jeunes aidant les plus vieux. Ce projet est en discussion en région parisienne autour du bulletin "Alliance végétarienne". Les personnes qui veulent en savoir plus peuvent téléphoner au (1) 34 21 78 05 avant 20 h.

CHER : C'EST COMME ÇA !

L'association "C'est comme ça !" s'est créée en 1988 sur la base de la réflexion suivante : "On a la vie qu'on veut bien se faire". Ayant récupéré des bâtiments dans la friche industrielle de Pont-Vert à Marmagne, l'association met en place des activités culturelles ludiques et artisanales et veut favoriser l'exploration d'innovations socio-économiques. Après une partie de rénovation, elle développe depuis 1992 des ateliers : musique, arts plastiques, trapèze, bar associatif, participation à de nombreuses initiatives locales. Pour que ce lieu puisse s'ouvrir au public, il est nécessaire de mettre le bâtiment aux normes de sécurité, ce qui nécessite des travaux. Ces travaux devraient déboucher sur une salle de réunion, un hébergement temporaire (musiciens de passage, créateurs itinérants), café littéraire, café-théâtre... Elle recherche d'urgence 12 000 F pour l'achat du matériel nécessaire aux travaux. Pour en savoir plus : C'est comme ça, Z-I 25 Pont-Vert, 18500 Marmagne, tél : 48 26 02 23.

TOULOUSE : CONSTRUCTION EN TERRE CRUE

L'association "Inventerre" organise, entre mai et juillet 1995, des formations sur la conception, la construction

ALSACE : FOIRE DE ROUFFACH

Du 25 au 29 mai, la 14ème foire européenne de Rouffach réunira 300 exposants et présentera 50 conférences. 40 000 visiteurs sont attendus. Deuxième rencontre écologiste de France (après Marjolaine à Paris), elle a le mérite d'être gérée par une association. Ceci explique sans doute la grande cohérence dans le choix des thèmes abordés, des stands et des conférences : le comité d'organisation n'hésitant pas à afficher sa volonté politique. Extrait du programme : "**comment développer l'agriculture biologique**" avec Claude Aubert du centre Terre Vivante (jeudi 25 mai à 10 h), "**la non-violence dans le conflit en ex-Yougoslavie**" avec le MAN (jeudi 25 mai à 10 h), "**existe-t-il une écologie de l'argent ?**" avec Patrice Bouquet des Chaux, administrateur de la NEF (jeudi 25 mai à 12 h), "**L'arrêt définitif des essais nucléaires**" avec Solange Fernex, présidente de Femmes pour la Paix (jeudi 25 mai à 18 h), "**Industrie de la paix : un avenir européen sans armes**" avec Jean-Marc Carité des Ed. Utovie (vendredi 26 mai à 10 h), "**Le scandale du tourisme sexuel**" avec Roland Wassmer, Terre des Hommes (vendredi 26 mai à 12 h), "**La maison saine, prévention et remède**" avec Jean-Paul Dillenseger, géobiologue (vendredi 26 mai à 16 h), "**Nucléaire : Superphénix, un exemple de folie**" avec Perline de Silence (samedi 27 mai à 10 h), "**Pourquoi combattre le canal Rhin-Rhône ?**" avec Gustave Stahl d'Alsace-Nature (samedi 27 mai à 12 h), "**Economie d'énergie et solaire dans l'habitat**" avec Rémy Gendre de Alter Alsace Energies (samedi 27 mai à 14 h), "**Moi, je regarde plus la télé**" avec Denis Ruff, enseignant dans une école Rudolf Steiner (dimanche 28 mai à 10 h), "**Environnement et développement**" avec Gustave Stahl de Terre des Hommes (dimanche 28 mai à 12 h), "**Les carburants gaz, rouler propre et économique**" avec Jean-Marc Carité, Ed. Utovie (dimanche 28 mai à 18 h)... Programme complet sur simple demande au 89 49 62 99.

BRICOLAGE : METHODES ECOLOGIQUES

Avec le retour du soleil, les bricoleurs se lancent dans les grands travaux. Plutôt que de se jeter sur le grand magasin du coin, il est aujourd'hui possible de trouver des produits écologiques dans pratiquement tous les domaines. Le WWF-Suisse vient de publier deux fascicules : "préservation du bois de construction" et "peintures et vernis" qui expliquent tout ce qu'il faut savoir et où se fournir (en Suisse) pour utiliser des produits naturels. Ces deux fascicules peuvent être commandés pour les Suisses contre 6 FS chacun et une enveloppe timbrée de format A5. Pour les Français, envoyer un billet de 50 FF. Adresse : WWF, 14 chemin de Poussy CH 1214 Vernier, Genève.

Quelques adresses en France :

- **Ambiance bois** (bois sous toutes ses formes), route des Eymoutiers, 23340 Faux-la-Montagne, tél : 55 67 94 06.
- **Archipel** (architecture bio), 14 rue du Pré Paillard, PAE, les Glaisins, 74940 Annecy-le-Vieux, tél : 50 64 06 52.
- **Auro** (peintures), Blodécour, 63940 Marsac en Livradois, tél : 73 95 67 91.
- **Bio-logis** (rénovation et décoration), 36 rue du Stade, 42660 Jonzieux, tél : 77 39 95 19.
- **Bio-lopin** (stages d'autoconstruction), 39570 Saint-Maur, tél : 84 44 23 92.
- **CLER** (énergies renouvelables, économies d'éner-

gie), 17 rue de Crussol, 75011 Paris, tél : (1) 48 05 17 59.

- **Domus** (construction second œuvre), BP 50, 09120 Varilhès, tél : 61 67 73 45.
- **Ecofa** (matériaux sains), 10 rue de Bernstein, 67650 Dambach la Ville, 88 92 49 92.
- **Eco-produits européens** (tissus, cordes à base de chanvre), BP 02, 45801 Saint-Jean de Braye cédex, tél : 38 55 29 15.
- **Ecosphère** (toilettes sèches), 28 place des Arcades, 26110 Nyons, tél : 75 26 10 44.
- **Isochanvre** (isolation), Chenevotte Habitat, le Verger, 72260 René, tél : 43 97 45 18.
- **Maison de l'Ecologie** (peintures) 14 quai de Fran-

ce, 38000 Grenoble, tél : 76 85 02 79.

- **Maison de l'Ecologie** (peintures, produits d'entretien, ampoules économiques), 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 27 29 82.
- **Meunier Nicolas** (construction en pisé), rue de l'Eglise, 42170 Chambles, tél : 77 52 11 80.
- **Oikos** (autoconstruction), Colette Luch-Morellet, 2 rue Honoré de Balzac, 69200 Vénissieux, tél : 78 00 25 80.
- **Pisé Terre d'Avenir** (construction), rue des Roches, 69930 Saint-Laurent de Chamousset, tél : 74 26 55 61.
- **Profertyl** (produits de jardin), 14200 Hérouville Saint-Clair, 31 47 50 70.

et la restauration en terre crue et des stages de découverte et d'étude du patrimoine de Midi-Pyrénées bâti en terre crue. Les sessions, animées par des professionnels, approchent les différentes techniques possibles : torchis, pisé, terre paille, bauge, adobe, brique compressée, enduit et badigeon de chaux... Elles varient de 1 à 4 jours et sont ouvertes aux architectes, maçons, autoconstructeurs, coopérants et toutes personnes motivées. Brochure de présentation contre 4 timbres à Inventerre, 20 rue des Filatiers, 31000 Toulouse, tél : 62 26 25 65.

TOULOUSE : LA FORAINE

La Foraine est le nom d'une brique de couleur rose-orangé de format peu habituel, 40 x 30 x 5 cm, qui est essentiellement utilisée dans le patrimoine "midi-toulousain". C'est aussi le nom d'une association qui mène des chantiers de récupération des matériaux et de reconstruction selon des techniques anciennes utili-

sant des matériaux écologiques (bois, terre, pierres). L'association suit donc les chantiers de démolition pour récupérer ce qui est réutilisable, dispose d'un bureau d'études pour proposer des projets, et enfin elle a un secteur chantier pour réaliser ces projets. La récupération des matériaux permet une économie d'énergie importante, évite le gaspillage, permet de réutiliser d'anciennes techniques architecturales respectueuses de l'environnement et respectant le style de la région. Les chantiers peuvent ensuite être confiés à des professionnels ou être conçus plus ou moins en autoconstruction. Des chantiers bénévoles sont même mis en place dans le cadre d'aides à des communes ou à des réalisations collectives à vocation sociale. Pour en savoir plus : La Foraine, 15 rue Gramat, 31000 Toulouse.

ISERE : STAGES TERRE VIVANTE

Le centre écologique européen Terre Vivante, à 50 km

au Sud de Grenoble, propose de nombreux stages : construire en terre crue (5 au 9 juin), jeûne et yoga (17 au 25 juin), psychologie, physiologie et applications thérapeutiques du jeûne, du 2 au 10 septembre), fabriquer des peintures naturelles (du 12 au 14 septembre), conservation des légumes et des fruits (29 septembre au 1er octobre), faire son pain au levain (7 et 8 octobre), écoconstruire (14 et 15 octobre), cuisine saine (28 et 29 octobre), élagage, taille douce et soin des arbres (6 au 9 novembre), planter des haies (18 et 19 novembre). Programme complet : Terre Vivante, BP 20, 38710 Mens, tél : 76 34 80 80.

ISERE : CENTRE DE SEJOURS ET D'EDUCATION ALTERNATIVE

Gregg West, originaire des Etats-Unis, enseignant, ancien animateur de la commission éducation des Verts et son amie Agnès Pétillon, animatrice socioculturelle,

envisagent l'ouverture d'un centre de séjours, de loisirs, de formation et d'éducation scolaire alternative en milieu rural. Autour de ces activités pourrait se greffer tout un travail associatif : protection de la nature, énergies renouvelables, médecines douces, agriculture et restauration biologiques, entraînement à la communication non-violente, yoga, tai chi chuan, théâtre, écologie, etc... L'école se voudrait un lieu de confrontation entre de nombreuses pédagogies (Freinet, Steiner, Neill, Krishnamurti, Piaget, Labouret, Bettelheim, Montessori...). Une propriété a été trouvée à Massieu, un village de 600 habitants à 10 mn de Voiron, à 5 mn du lac de Charavine : elle comprend un terrain de 16 000 m² boisé avec un bâtiment de 578 m² en rez-de-chaussée et 247 m² en étage. Dès le départ deux appartements y sont habitables (un F4 de 100 m² et un F1 de 31 m²) : ils étaient loués en gîte, le reste est à restaurer, mais une installation de chauffage neuve existe. La propriété est à côté d'un château communal qui offre de nombreuses possibilités de location de salles et un grand terrain plat qui peut servir d'aire d'activité en plein air. Le budget nécessaire à l'achat de cette propriété est de 1,3 million de francs. Les banques sont prêtes à financer jusqu'à 80 % du budget, il faut donc réunir au minimum 260 000 F. Si une telle idée vous intéresse, vous pouvez demander un dossier complet à : Gregg West et Agnès Pétillon, 45 rue des Alliés, 38100 Grenoble, tél : 76 09 75 05.

DE L'INDE AU PEROU HOMMES ET PAYSAGES AVEC PASSION

UN PROGRAMME DE 60 VOYAGES
SUR SIMPLE DEMANDE

R.L.V. - B.P. 002
69591 L'ARBRESLE CEDEX
Tél. : 74 01 07 40
Fax : 74 01 19 82
A 26011





JAPON : APRES LE TREMBLEMENT DE TERRE DE KOBE

Même si aucun réacteur nucléaire n'a été endommagé lors du tremblement de terre de Kobé, celui-ci a révélé qu'aucune mesure préventive ne peut garantir la résistance des installations à un séisme de forte intensité. C'est pourquoi les groupes antinucléaires ont lancé un avertissement demandant ce qui se passerait si un séisme avait lieu près d'un site nucléaire ou si un

camion transportant des matériaux radioactifs s'était trouvé sur l'une des autoroutes détruites. (source Nuke Info Tokio, février 1995)

VENTE DE REACTEURS A LA CHINE

Le gouvernement français a annoncé le 23 janvier qu'il venait de conclure un contrat pour la construction de deux nouveaux réacteurs en Chine. Cela devrait nous garantir de nombreux emplois. Ah oui ? Les deux premiers réacteurs vendus

en Chine n'ont pas été payés pour le moment : la Chine a bien bénéficié de prêts importants de la France (40 milliards) mais très peu de cet argent a servi à rembourser les entreprises françaises... Ne parlons pas de rembourser le prêt ! Ce sont donc 40 milliards en moins qui auraient pu permettre de créer en France de multiples emplois... par exemple dans les économies d'énergie ou les énergies renouvelables. Alors pourquoi ce genre de marchés ? La COFACE qui garantit le prêt paie à la place de la Chine. La COFACE est financée par l'Etat donc par nos impôts. Cet argent revient (en partie) dans les poches du patronat français (Framatome finance le groupe Alcatel dont le PDG ne touche qu'un million de francs par mois). Celui-ci sait se montrer généreux avec nos élus qui une fois au gouvernement pourront signer de nouveaux accords avec la Chine.

En physique, quand on fait aller un produit du milieu le moins concentré (le moins riche, c'est-à-dire nous) vers le milieu le plus concentré (le plus riche, les poches des PDG), on parle d'osmose inverse. C'est la règle de base de notre économie. Quant à savoir si ces centrales ont une utilité, cela n'a pas plus d'importance que la coopération en Afrique qui fonctionne sur le même principe.

SORTIE DU NUCLEAIRE

Dans une émission d'Arte sur l'avenir du nucléaire, comprenant un reportage sur Superphénix particulièrement édifiant, Jean-Pierre Souviron, rapporteur du pseudo-débat sur l'énergie et pro-nucléaire, a quand même reconnu qu'une politique de maîtrise de l'énergie pourrait permettre de se passer du tiers des réacteurs nucléaires et que le prix de plus en plus compétitif des photopiles pouvait laisser penser que l'on pourra bientôt y avoir recours massivement. Interrogé par un journaliste allemand lui demandant s'il ne croyait pas qu'avec l'argent de la recherche dépensé pour le nucléaire, ce prix compétitif aurait déjà pu être atteint

CONTRE L'ENFOUISSEMENT DES DECHETS

L'opposition ne faiblit pas contre les projets d'enfouissement des déchets.

Dans la **Meuse**, le CDR compte 700 adhérents et a réuni plus de 40 000 signatures contre le projet. 100 communes (sur environ 500) se sont déjà déclarées contre le projet. Deux recours en conseil d'Etat sont en cours contre le début des forages effectués depuis le début de l'année. Contact : CDR, 3 chemin de Vaux le Comte, tél : 29 76 13 14.

Dans la **Vienne**, la Coordination Vienne Charente compte 150 adhérents mais l'opposition reste faible. 11 forages ont été effectués par l'ANDRA sous la surveillance de nombreux gardes. Le conseil général a voté pour le projet à l'unanimité. Contact : CVC, place de la mairie, 86250 Chatain, tél : 49 87 47 40.

Dans le **Gard**, le canton concerné est contrôlé par les nucléocrates de Marcoule. Une pétition a quand même recueilli 7000 signatures. Le président du conseil général qui avait proposé la candidature du département n'a pas été réélu. L'ANDRA annonce des forages pour bientôt. Contact : Drieu F, 30130 Carsan, tél : 66 39 40 17.

Dans la **Haute-Marne**, le CEDRA compte 350 adhérents et la pétition a recueilli 12000 signatures. Le député local a des membres de sa famille employés à l'ANDRA. Le CEDRA et le CDR ont organisé des manifestations importantes (jusqu'à 3500 personnes). Contact : CEDRA, Wowak F, chemin de l'Eglantine, 52100 Saint-Dizier, tél : 25 05 41 21.

Le tout est coordonné par la coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs dont le secrétariat est assuré par le CDR (Meuse).

PUBLICITE NUCLEAIRE

Les pubs d'EDF et de la COGEMA vous énervent. En voici une parue en Angleterre tout aussi "coton". Elle dit "nous l'avons nettoyé pour moitié dans une machine ordinaire et pour l'autre moitié dans une machine alimentée par l'énergie nucléaire, cherchez la différence". Enfin, le nucléaire lave plus blanc.

We washed one half in an ordinary machine and the other in one powered by nuclear electricity. Spot the difference.

To view a nuclear power station in the most convenient way, go to Nuclear Electricity Board, Department 633, Bristol BS1 6AY. (Include your name and address on request, or E.O. 31 of 11/8/91. Freephone 0800 100 141)

Nuclear Electric

depuis longtemps, il a répondu par l'affirmative... Comme quoi même au plus haut niveau, on commence à admettre que le nucléaire n'est plus une fatalité.

COUVERCLES IRRADIES SUR LES ROUTES

Les couvercles des réacteurs nucléaires PWR ayant des problèmes de vieillissement, (corrosion de l'Inconel 600, un alliage spécial à base de nickel), ceux-ci devraient être progressivement changés. Ils sont hautement radioactifs. Ils seront tous entreposés sur la "Base chaude opérationnelle du Tricastin" ("chaud" en langage nucléocrate signifie "radioactif") et devront donc être emmenés des différents sites jusque-là par des convois exceptionnels. Le premier de ces couvercles est parti le 20 mars dernier de Bugey (dans l'Ain). Ce sont 6 couvercles par an qui arriveront au Tricastin. Il y en a une quarantaine à changer. Les couvercles sont placés dans une "enveloppe de transport" de 3,5 m de haut et 5 m de diamètre, le poids total atteint 100 tonnes. Cette enveloppe est censée limiter l'émission de radioactivité et être résistante au feu et à une chute. Les transports se feront par route avec deux véhicules tracteurs, une remorque hydraulique de 10 à 12 essieux et 3 véhicules d'équipement (dont un de contrôle radiologique). Déplacement à la vitesse maximum de 40 km/h.

LES VICTIMES SE REGROUPENT

Si les partisans du nucléaire ont pu pendant longtemps masquer les conséquences néfastes des radiations sur la santé des employés de

l'industrie nucléaire, c'est avant tout parce que les maladies sont longues à apparaître et qu'ensuite il est très difficile de prouver la relation de cause à effet. Paul Champeau, atteint d'une leucémie, a mis dix ans pour que son cancer soit reconnu comme maladie professionnelle. Pour aider d'autres salariés dans son cas, il a mis en place une association d'aides et une trentaine de personnes ont déjà adhéré. Ce n'est qu'un début. Contact : Manes, mouvement associatif nucléochimique et satellite, 4 lotissement Denlevent, 26700 Pierrelatte, tél : 75 04 11 61.

CADARACHE : "TRANSPARENCE"

Les actions spectaculaires de Greenpeace au début de l'année 1994 ont, semble-t-il, poussé les autorités à réagir. Après 34 ans d'existence, le centre de recherche de Cadarache vient de rendre public son Plan Particulier d'Intervention (PPI). Après lecture, la CRIL-Rad, commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, s'interroge : à partir de quel niveau de radioactivité ce plan est-il mis en application ? Comment accepter que cette plaquette laisse entendre que radioactivité naturelle et artificielle sont du même ordre alors que l'artificielle vient s'ajouter et n'est pas composée des mêmes éléments ? Comment accepter que le tableau central annonce que quelques centaines de millisieverts ne poseraient "aucun problème médical sérieux" alors que la commission internationale pour la protection radiologique (CIPR) indique que 1000 millisieverts induisent 5 % de cancers mortels, 1 % de cancers non mortels et 1,3 %

LA HAGUE : DEPOTS DE DECHETS OFFICIALISES !

Depuis 1969, des stockages de déchets nucléaires sont effectués à la Hague sous l'égide dans un premier temps d'Infratome puis à partir de 1979 de l'ANDRA. Ce n'est que le 30 décembre 1991 que la loi déchets précise le rôle de l'ANDRA et ce n'est que le 1er avril de cette année qu'un décret est enfin pris par le gouvernement Balladur pour classer le site de la Hague en "installation nucléaire de base". Ainsi, le site de la Hague est resté pendant 26 ans dans l'illégalité... mais cela a permis d'éviter de nombreuses enquêtes publiques aussi bien sur la tenue des sols et sur les autorisations de rejets dans l'air et dans l'eau. Ce décret est la suite logique de la démarche entreprise en janvier 1994 par les Verts et le CRILAN qui avaient déposé plainte contre X après avoir découvert cette faille juridique. Juridiquement, cela ne met toutefois pas un terme à la plainte car la loi n'est pas rétroactive et ce décret ne fait que reconnaître que le centre de retraitement de La Hague a fonctionné pendant un quart de siècle dans l'illégalité. (photo Acro)



Radioactivité : faibles doses

Coordonné par Pertine. Les conséquences biologiques des faibles doses, les connaissances actuelles, les risques, le rayonnement médical, Tchernobyl, les risques d'accident, l'irradiation des aliments, les essais nucléaires, le prix d'un cancer, le tabac, la législation française, le SCPRI. 60 pages 21 x 29,7 cm.



Bon de commande page 39

de mutations génétiques. La France est représentée au CIPR par le CEA... ce même CEA qui gère le centre de Cadarache ! La CRIL-Rad demande des explications : quelles preuves a-t-on qu'en cas d'accident, la contamination n'excèdera pas 5 km ? Où sont les stocks d'iode administré en

prévention en cas de contamination à l'iode radioactif ? Dans quel délai sera-t-il distribué ? Quelle formation ont les enseignants face à une situation d'accident ? Pour en savoir plus : CRIL-Rad Alpes du Sud, Chemin de Thuve, 04700 Oraison (note du claviste : funèbre ?), tél : 92 87 85 10.

LE DEMANTELEMENT EST MAL PARTI

(1) CEA : Commissariat à l'énergie atomique, service du Ministère de la Défense gérant l'ensemble de la filière nucléaire à l'exception des centrales nucléaires confiées à EDF.

On garde de la Bretagne le souvenir de la lutte de Plogoff, on oublie généralement que la première centrale nucléaire française y a été implantée, à Brennelis, au cœur des Monts d'Arrée. En 1962, EDF et le CEA (1) décidaient de construire, dans le Finistère, cette petite centrale de 70 MW dont l'intérêt était moins de produire de l'électricité que de fournir le plutonium nécessaire à la

techniciens, ingénieurs et cadres administratifs qui ont habité temporairement cette région avaient créé pendant un moment l'illusion d'un démarrage économique. La reconversion était donc attendue comme une heure de vérité. Le maire élu en 1989, Olivier Herry, un ancien du CEA, était particulièrement bien placé pour négocier cet "après-nucléaire". Des projets, il n'en manquait pas, qui le faisaient "rêver la

de communication. D'autant plus que la proximité d'un sarcophage nucléaire n'est pas la meilleure des publicités. Après d'autres régions comme le Cotentin, le Limousin, Brennelis offre la preuve flagrante que le dopage économique par le nucléaire est mortel à court terme.

Cinquante ans pour oublier

Après l'étape de la reconversion économique devait suivre celle du démantèlement. Elle s'est ouverte en pleine période des fêtes de fin d'année 1994. Chacun pouvait consulter, dans les mairies des Monts d'Arrée, le dossier soumis à l'enquête. Déception ! En fait de démantèlement, il n'est prévu qu'un simple confinement du cœur radioactif pour une période qui sera au minimum de 50 ans. L'argument principal du CEA en faveur de ce délai est qu'il permettra à la radioactivité de diminuer d'un facteur 1000. Calcul assez fantaisiste car il ne concerne que le Cobalt 60 produit par l'activation du fer des structures métalliques, mais qui pourrait ultérieurement justifier un nouveau report si on prenait en compte des éléments à vie plus longue. Un autre argument pour attendre était l'espoir de percées technologiques. Mais ces percées peuvent-elles avoir lieu si on refuse toute expérimentation en vraie grandeur, ce qui justement serait possible sur le site de Brennelis. En Allemagne, on procède au démantèlement complet du réacteur à eau bouillante de Gundremmingen et plusieurs autres pays ont déjà pris une longueur d'avance dans ce domaine. La France, pays le plus

Comment rendre le nucléaire rentable ? Après l'enfouissement des déchets, EDF reporte le démantèlement de cinquante ans. Des emplois pour les générations futures ?

force de frappe. Ce prototype expérimental eau lourde-gaz n'a jamais eu d'équivalent. Il s'est arrêté en juillet 1985 après 18 ans d'un fonctionnement émaillé d'incidents et dont le bilan n'est pas probant. L'apparition de signes de vieillissement à partir de 1980 et aussi le manque de techniciens compétents par suite des mutations et des départs en retraite ont amené le CEA à cette décision d'arrêt anticipé.

Retour à la case départ

Le mythe du nucléaire qui apporte le progrès économique avait été largement développé à Brennelis. Il se racontait même que l'eau courante y était arrivée en même temps que la centrale. Il est vrai que les 250

nucléaire" : dans l'agro-alimentaire, dans le tourisme... En 1990, il avait même monté le dossier d'un "centre d'études et de formation pour la protection de l'environnement". Une façon de tourner définitivement la page du nucléaire. Pourtant, cinq ans plus tard, Olivier Herry jetait l'éponge et, en démissionnant de son poste de maire, n'hésitait pas à accuser : sur les 13,5 millions d'aides attribués par EDF et le CEA, un million seulement était arrivé jusqu'à Brennelis, le reste s'était "évanoué". Les quelques entreprises qui occupent aujourd'hui les espaces laissés libres par les anciennes annexes de la centrale sont loin de remplacer l'activité ancienne. Il est certain qu'il faudrait beaucoup de courage à un industriel pour venir s'installer dans cet espace éloigné des grands axes

nucléarisé du monde, ne semble pas pressée d'affronter ce problème de démantèlement et de la gestion des déchets qui, chacun le sait, constituent le talon d'Achille du programme électronucléaire.

A Brennelis, les questions se font précises. Qu'en sera-t-il de l'usure des matériaux de la centrale dans 50 ans ? Le béton devient rapidement fragile dans le climat breton et l'humidité liée à la radioactivité provoquera une corrosion accélérée des métaux. Que trouvera-t-on dans l'enceinte après 50 ans de ce régime ? Et qui surveillera le site ? Après Plogoff, la page du nucléaire a été tournée en Bretagne, il n'y aura donc sur place aucun personnel compétent ni matériel important pour intervenir en cas de besoin. Une nomination comme gardien du site nucléaire de Brennelis ne sera certainement pas considérée comme une promotion. Dans 50 ans, l'oubli aura joué. Où seront les plans de l'installation, qui saura les interpréter, qui se souviendra des incidents survenus, des anomalies détectées, des réparations et des modifications effectuées ? Il y aura à ce moment bien d'autres problèmes plus urgents à régler. La totalité des centrales PWR qui sont actuellement en fonctionnement seront elles-mêmes à l'arrêt et l'essentiel de l'effort portera sur ces sites. Brennelis risque de faire partie des nombreuses friches radioactives oubliées qui défraient périodiquement la chronique à l'occasion d'une pollution ou d'un accident.

Cette petite centrale donne à penser. Elle est la preuve du recul de l'industrie électro-nucléaire devant le problème du démantèlement. Elle permet de mesurer le poids du fardeau que nous laissons à nos descendants des années 2025. Qui peut jurer qu'aucune crise sociale ne sera venue entre temps disloquer cette société, à l'image de ce nous observons en Russie. Qui sait ce que seront devenues des entreprises comme EDF et le CEA. Il faudrait que dans cette société future, l'esprit civique se soit largement développé pour que chacun accepte sa part de l'effort que nous nous refusons à fournir aujourd'hui. Société nucléaire, société policière, disions-nous... mieux vaudrait agir



Dans la BD "L'Ankou" de Spirou, Fournier a dessiné la centrale nucléaire de Brennelis au détail près. En Breton, l'Ankou est l'envoyé de la mort !

aujourd'hui pour que ce slogan ne soit pas une vérité demain.

Pour un "retour à l'herbe"

Curieusement, parmi les premières protestations finistériennes, on a pu noter celles d'élus de la droite majoritaire dans le département. Jean-Yves Cozan, président UDF du Parc d'Armorique, rapidement relayé par le président RPR du Conseil Général, exigeait un rapide "retour à l'herbe". Le rapport présenté par le Parc d'Armorique est d'ailleurs un excellent document qui élargit le problème de Brennelis à l'ensemble de la politique française en matière de nucléaire. Un tel empressement tranche avec l'attitude ancienne de cette même majorité qui avait voté la mise en œuvre du projet de Plogoff. Signe évident que les temps ont changé et que plus aucun élu ne défendrait un nouveau projet de centrale en Bretagne. La démonstration serait plus convaincante si ces élus rejoignaient le combat de tous ceux qui militent en faveur d'une sortie rapide du nucléaire en France.

Les Verts bretons ont naturellement approuvé ce désir d'en finir au plus vite. L'industrie électronucléaire doit oser s'attaquer au problème du démantèlement même si cela l'amène à faire la preuve des énormes difficultés qu'elle devra affronter. Ils ont éga-

lement mis l'accent sur les conditions de sécurité du chantier. Les travaux ont été confiés à une entreprise privée qui elle-même utilise largement la sous-traitance : saurait-elle faire le choix entre sécurité et rentabilité ? Plus inquiétant : la radioprotection elle-même a été confiée au privé et un premier incident a été enregistré dès le début des travaux : des employés irradiés à l'occasion de transferts d'eau tritiée effectués dans des conditions de sécurité douteuses. Les Verts ont exigé des contrôles par un organisme public et la constitution d'un comité de suivi indépendant qui aurait accès à tous les documents concernant le démantèlement et qui soit doté de moyens lui permettant de faire effectuer des contrôles par des laboratoires indépendants comme celui de la CRII-Rad (2).

Brennelis est une première. Le devenir de cette centrale sera un test utile dans la mobilisation que nous voulons voir se développer contre la relance d'un deuxième programme électronucléaire en France. Comment accepter une nouvelle fuite en avant tant qu'on n'aura pas fait la preuve qu'on sait répondre au problème du démantèlement et de la gestion des déchets. A chacun donc de relayer la mobilisation des habitants de cette région.

Gérard BORVON

Porte-Parole des Verts Bretagne

(2) CRII-Rad : commission de recherche et d'informations indépendantes sur la radioactivité, Le Cime, 471 av. Victor Hugo, 26000 Valence, tél : 75 40 95 05.

MISE EN DANGER DE LA PERSONNE

Après l'autorisation de redémarrage de Superphénix, le 2 août 1994, les Européens contre Superphénix décidait de réagir en lançant une campagne intitulée "Des milliers de plaintes contre Superphénix" (1). Cette campagne prend de plus en plus d'ampleurs (voir encadré). Du côté des médias, Arte a diffusé le 28 mars

selon les syndicats de la centrale, le non-redémarrage n'était qu'une question politique, le bel engin technologique s'était refait une santé et après quatre ans passés à tout vérifier, tout devait enfin bien fonctionner. Ces sirènes hypocrites arrivaient ainsi, au détriment de la démocratie, à obtenir le redémarrage de ce que les Suisses appellent "la vieille casserole".

depuis dix ans et que soudainement elle va enfin marcher, vous y croyez ? Non ! Nous non plus !

Le 3 août 1994 nos super-techniciens mettent la cocotte-minute à chauffer. Du 3 août au 16 septembre, la centrale semble marcher... à 3 % de sa puissance, juste de quoi participer au chauffage du sodium. Mais le 16, le réveil est brutal : un voyant rouge s'allume, signalant une fuite d'argon entre un échangeur et la cuve principale du réacteur.

L'argon est utilisé pour créer une atmosphère de protection au-dessus du sodium pour éviter que celui-ci n'entre en contact avec l'air, ce qui provoquerait un incendie. La présence d'argon au fond de la cuve est particulièrement gênante : en formant une bulle au sein du sodium de la cuve, il peut provoquer des sauts de réactivité, c'est-à-dire favoriser l'emballement de la réaction nucléaire. Ces sauts, s'ils sont trop importants peuvent conduire à l'explo-

Du 15 septembre au 24 décembre 1994, Superphénix a fonctionné sans respecter les normes de sûreté. De quoi relancer la bataille juridique autour des milliers de plaintes déjà déposées.

une soirée sur l'avenir du nucléaire avec une reprise du reportage suisse tourné au moment de la marche. Bref, la pression ne se relâche pas, d'autant que la panne actuelle de Superphénix semble intervenir après une "procédure fort cavalière" pour reprendre les termes de la lettre que Lionel Jospin a envoyée à ceux qui lui ont écrit dans le cadre de la campagne "démocratie et nucléaire" (2). Revenons sur cette nouvelle panne.

La vieille casserole a des vapeurs !

Selon la direction de la centrale, selon les élus locaux,

Sérieusement, si on vous dit qu'une voiture est en panne

LE SURGENERATEUR JAPONAIS AUSSI EN PANNE

Les ingénieurs japonais sont-ils aussi mauvais que leurs homologues français ? Tout semble le prouver : le jeune surgénératueur de Monju, trois fois moins puissant que Superphénix, est en panne depuis le 15 mars : une cuve et une cinquantaine de mètres de tubulures doivent être remplacés dans le cœur du réacteur et, selon les militants de Stop-Monju, cela entraînera de nouveau de nombreux mois de retard dans la montée en puissance du réacteur.

Le mouvement d'opposition au surgénératueur japonais a collecté, en huit mois, plus de 833 000 signatures pour l'arrêt du réacteur. Elles ont été remises le 5 décembre dernier au Ministre des sciences et des technologies.

(1) Le modèle de plainte a été reproduit dans notre numéro de janvier

(2) Un modèle de langue de bois !



sion incontrôlée du cœur. Bref, on se trouve là à la première étape du scénario d'un accident dramatique.

Ce genre de fuite d'argon a déjà eu lieu dans Phénix, à Marcoule où, depuis trois ans, les ingénieurs essaient - toujours sans succès - de comprendre comment éviter les sauts de réactivité.

Il est donc vital d'empêcher la formation d'une bulle d'argon. L'incident est signalé aux services de sécurité du Ministère de l'Industrie. Pour des raisons que nous ignorons, ces services autorisent alors des réinjections d'argon dans l'échangeur pour compenser les pertes. Si ceci peut effectivement empêcher le sodium de l'échangeur d'entrer en contact avec l'air (et donc empêcher un incendie), cela n'arrête pas la fuite et le risque d'accumulation d'argon au niveau des barres de plutonium... Pire, cela augmente les risques de formation d'une bulle importante !

Du 15 septembre au 24 décembre, le surgénérateur va donc fonctionner avec des injections de plus en plus importantes d'argon dans l'échangeur **au détriment des normes de sûreté** ! Du 22 au 24 décembre, le réacteur monte en puissance jusqu'à 30 % et la chaleur est évacuée dans la

salle des machines, ce qui permet aux techniciens de vérifier que la partie alternateur du réacteur est encore en état de marche. Le 24 décembre, le réacteur est mis à l'arrêt. Du 15 septembre au 24 décembre 1994, il y a donc bien eu **mise en danger de la personne humaine.**

La viande à rems

La fissure étant détectée, peut-on la réparer ? L'échangeur se trouve en grande partie dans le cœur. Il permet d'échanger la chaleur du sodium radioactif en contact avec le plutonium avec le deuxième circuit de sodium qui, lui, va ensuite chauffer l'eau au niveau des générateurs de vapeur, au nombre de quatre et à l'extérieur du bâtiment réacteur. Tous les tuyaux qui le composent sont donc radioactifs sur l'une des faces. Pour démonter un tel échangeur, il faut le faire à l'abri de l'air et de l'eau, le sécher soigneusement, puis, les techniciens devront chercher où est la fuite dans des kilomètres de tuyaux. La radioactivité étant importante, chaque technicien ne pourra rester que quelques minutes à proximité de

l'échangeur et il faudra donc utiliser des dizaines, des centaines ou des milliers de plombiers intérieurs pour chercher la fuite. Cette "viande à rems", surnom donné par les syndicats, recrutée dans les boîtes d'intérim, disparaîtra avec 5 rems dans le corps (limite annuelle autorisée) sans que personne ne puisse prouver dans quelques années qu'ils ont un cancer à la suite de cette intervention.

L'autre solution serait de changer l'ensemble de l'échangeur... mais cela coûte cher : les partenaires étrangers sont déjà extrêmement réticents. Accepteront-ils de payer une nouvelle fois la note ? Enfin, il y a une dernière solution : s'arrêter... mais cela supposerait d'être raisonnable et cela fait longtemps que Superphénix n'est plus un dossier raisonnable.

DEBAT AU PARLEMENT SUISSE

Le gouvernement fédéral suisse a finalement accepté d'organiser un débat contradictoire pour savoir s'il doit engager une action contre Superphénix. Le débat est prévu pour le 31 mai.

BOURGOIN : 300 NOUVELLES PLAINTES

Le 5 avril, une délégation des Européens contre Superphénix est allée remettre en mains propres au procureur du Tribunal de Grande Instance de Bourgoin-Jallieu, 300 nouvelles plaintes contre X pour "mise en danger de la personne humaine". Parmi ces plaintes, celles de Didier Migaud, député socialiste de l'Isère, Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, Jean-Pierre Brard, député communiste de Montreuil, Antoine Waechter, président du MEI. Normalement, Dominique Voynet aurait dû être présente pour porter plainte, mais elle s'est décommandée au dernier moment. Enfin, signalons l'étonnant numéro de Ségolène Royal, ancienne ministre de l'Environnement, qui dans un premier temps envoie un double par fax de sa plainte, commence à répondre aux questions de la presse pour finalement, quelques heures plus tard, annoncer qu'elle retirait sa plainte même si elle était pour la fermeture de Superphénix. Un revirement spectaculaire qui laisse supposer de fortes tensions au sein du PS. Le procureur a reconnu avoir reçu déjà des milliers de plaintes individuelles et ne pas pouvoir les traiter par manque d'effectifs (le nucléaire va créer des emplois !). A la sortie de l'entrevue, Jean Brière, porte-parole des Européens contre Superphénix, a lancé un appel pour que l'on trouve "un juge Van Ruymbeke du nucléaire".

TOULOUSE : 500 NOUVELLES PLAINTES

Les associations écologistes de Toulouse ont fait très fort : en quelques semaines, ce sont plus de 500 plaintes contre Superphénix qui ont été collectées et portées au Tribunal.

Plaintes : rompre le silence de la justice

Le fonctionnement malgré la fuite d'argon est une preuve concrète d'une mise en danger de la personne. Les Européens contre

Superphénix proposent donc d'écrire une nouvelle lettre recommandée au Tribunal auquel vous avez déjà porté plainte qui soit ainsi rédigée : "Je vous ai déjà écrit le (date + numéro d'enregistrement de la plainte pour les rares qui l'ont) pour porter plainte contre la remise en route de

Superphénix (Isère) en m'appuyant sur les articles 223-1 et suivants du code pénal qui précisent ce qu'est "la mise en danger de la personne" et les articles 223-8 et suivants du Code pénal qui précisent ce que sont "les expérimentations sur les personnes humaines". Or, le 15 septembre 1994, une fuite d'argon a eu lieu dans le cœur du surgénérateur et suite à une dérogation des services de sûreté du ministère de l'Industrie le réacteur a continué à fonctionner jusqu'au 24 décembre 1994. J'estime cette violation des textes réglementaires inadmissible et vous demande d'activer au plus vite la plainte que j'ai déposée dans mon précédent courrier".

François Roux, avocat du Larzac et des Kanak, a été contacté. Il devrait, dans les mois qui viennent, intervenir directement pour renforcer ces plaintes par d'autres procédures et tout d'abord provoquer une **instruction** sur le respect ou non des normes de sûreté. De belles joutes juridiques en perspective !

Officiellement, la centrale est en panne jusqu'au mois de juin... probablement plus.

Michel BERNARD

Contact : Les Européens contre Superphénix, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 78 28 29 24.

SUPERPHENIX : LE DOSSIER

Argumentaire et historique

coordonné par Perline et Philippe Brochet

Depuis 1973, la France essaie de faire fonctionner le réacteur Superphénix construit à Malville (Isère). Malgré l'opposition à la société du plutonium, le réacteur fonctionne encore.

44 pages
21 x 29,7 cm

Bon de commande
page 39.



LES ALIMENTS DE LA VIE

Le mercredi 26 avril, date anniversaire de l'accident de Tchernobyl, l'opération "Aliments de la vie" a été menée dans plus de cent communes de la région Rhône-Alpes. Objectif : en amenant au maire de sa commune un panier contenant différents aliments et une brochure sur les alternatives au nucléaire, lui demander son opinion personnelle sur le nucléaire et sur Superphénix en particulier. Ceci afin de repérer les maires qui pourraient être d'accord pour organiser un débat municipal pour savoir si la commune se joint aux plaintes déposées par les communes suisses.

Cette action, que tout le monde peut faire dans sa commune, sera renouvelée à la veille des élections municipales, entre le 3 et le 8 juin. Si vous désirez la faire, il existe un mode d'emploi extrêmement concret à demander à :

Les Européens contre Superphénix, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 78 28 29 22.

MALVILLE

LE NUCLÉAIRE DANS LES ÉCOLES

Pour qui n'habite pas dans les environs immédiats du lieu d'implantation de la centrale de Creys-Malville, il est sans doute difficile de comprendre pourquoi chez ceux qui sont les premiers concernés, la mobilisation est si faible... alors

l'EDF/NERSA sur les populations locales. La stratégie est simple et consiste à pénétrer, noyauter les structures collectives locales : associations, conseils municipaux, syndicats d'initiative, écoles... en vue, à terme, de tout régenter. Cette sorte de colonisation, qui n'a

Big brother is watching you !

que les problèmes s'avèrent de plus en plus graves et de moins en moins ignorés de tout un chacun. Pour expliquer cette situation quelque peu paradoxale, on a bien souvent et à juste titre mis en avant le flot d'argent qui est déversé par la NERSA (la société propriétaire de Superphénix) sur les communes avoisinantes par le biais de la taxe professionnelle et les nombreux emplois directs ou indirects qui sont générés. Dans une région très concernée par le problème de la désertification rurale, on conçoit bien que la manne financière considérable qui en résulte ait pu faire taire bon nombre de consciences. Ce qui est vrai ailleurs, pourquoi ne le serait-il pas à Malville ?

Cet achat des consciences, qui aboutit à couper court à toute analyse au fond du problème Superphénix, n'explique pas tout. Le plus grave est ailleurs. Il est dans l'insidieuse manipulation mentale qu'exercent les pouvoirs pro-nucléaires et principalement

rien à envier à la fameuse époque coloniale, revêt des allures de scandale quand elle touche notre système éducatif via les écoles de la République, comme c'est le cas actuellement.

Il y a quelque temps maintenant, l'école primaire publique de Morestel (chef-lieu du canton où se trouve Superphénix) avait eu à s'équiper d'ordinateurs en vue de sensibiliser les enfants à l'informatique. Les parents d'élèves, sous la pression de ceux d'entre eux qui travaillent à la centrale, n'avaient pas voulu suivre le choix des enseignants - du matériel Macintosh - pour préférer du matériel Olivetti. A la base de cette décision, qui avait vu manifester les enseignants en vain, un argument de poids : "la NERSA utilise du matériel Olivetti, son personnel a eu une formation conséquente sur ce type de matériel, on pourra assurer la mise en place et la maintenance à bon compte".

Une fois le matériel en fonction, le problème de la mainte-

nance a fini par se poser. La NERSA, sollicitée par l'association des parents, a alors déclaré être prête à rendre ce service moyennant une certaine contrepartie de la part de l'école, notamment "faire visiter la centrale par les élèves tous les ans, organiser une journée "environnement" animée par EDF tous les ans, rendre publique la participation de la NERSA à la maintenance du matériel informatique de l'école..."

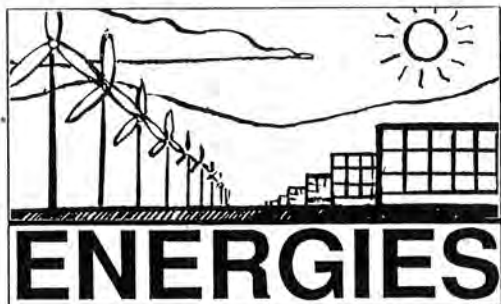
Bien heureusement, des enseignants particulièrement vigilants n'ont pas rendu possible la concrétisation de ce marché de dupes.

Au lycée tout neuf de Morestel, qui vient de s'ouvrir à la dernière rentrée scolaire, c'est aussi l'heure des grandes manœuvres douteuses. Le conseil d'administration vient d'offrir un siège à EDF et c'est un responsable des relations publiques de l'"honorable institution" qui a été désigné...

Après avoir évoqué la possibilité pour ce lycée de préparer à des CAP et des BEP de mécaniciens du nucléaire, formation actuellement assurée par des entreprises privées sous-traitantes d'EDF comme l'APAVE en région lyonnaise, la direction de l'établissement envisage de préparer à des BTS du nucléaire. Quand on sait que sans la présence de la centrale de Creys-Malville, ce lycée n'aurait jamais pu voir le jour, on comprend bien que ces options ne sont en rien le fait du hasard, mais plus exactement le produit de toute une stratégie visant à asseoir de manière durable et irréversible le fait nucléaire dans la région.

Le renforcement de la pro-nucléarité du district de Morestel (regroupement des communes du canton de Morestel) se fait à travers une présidence qui va probablement échoir au maire de Creys-Mépieu, Mr Bonnard (qui a toujours poussé au lancement des travaux pour un deuxième surgénérateur !) et les prochaines élections municipales qui vont être l'occasion de renforcer l'influence d'EDF sur la région.

Georges DAVID



PROGRESSION DES ENERGIES RENOUVELABLES

Entre 1985 et 1992, le prix du pétrole a diminué de moitié sur le marché mondial. Ce gaspillage d'une ressource non-renouvelable a pour conséquence de rendre les autres énergies moins compétitives. Cela incite les gouvernements à renoncer au nucléaire, mais cela conduit également à ralentir le développement des énergies renouvelables et l'on constate un net relâchement des politiques de maîtrise de l'énergie.

Malgré cela, entre 1981 et 1991, la production d'énergie géothermique a progressé dans le monde de 14,5 %, la production photovoltaïque de 21,6 % et la production d'énergie éolienne de 65,7 %. (source : Les Echos, mars 1995)

USA : ENERGIES RENOUVELABLES RENTABLES

En dix ans, le prix du kWh produit par le **nucléaire** est resté stable : entre 0,57 F et 1,20 F selon les réacteurs. Par contre le prix à partir du gaz est passé d'une fourchette de 0,57-0,74 F à 0,23-0,28 F et devrait encore baisser pour atteindre 0,17-0,28 F en l'an 2000.

Le **charbon** est passé de 0,46-0,57 F à 0,28-0,34 F et devrait atteindre 0,23-0,28 F en l'an 2000.

L'**énergie éolienne** est passée de 0,57-0,74 F à 0,28-0,40 F et devrait atteindre 0,23-0,28 F en l'an 2000.

Le **photovoltaïque** est passé de 0,74-1,48 F à 0,46-0,57 F et devrait atteindre 0,28-0,34 F en l'an 2000.

Les prévisions économiques américaines n'accordent plus aucun crédit au nucléaire. (source : Newsweek, repris dans le Courrier International du 16 mars 1995)

EDF CONTRE LES PRODUCTEURS INDEPENDANTS ?

Jusqu'à maintenant, EDF en tant que réseau national de distribution en situation de monopole, avait l'obligation d'acheter l'électricité produite par tous les producteurs. C'est ainsi qu'en mon-

tagne existent de nombreux propriétaires de micro-centrales électriques ou que plus récemment s'est développé le réseau Phébus qui produit de l'électricité à partir de photopiles (voir notre numéro de janvier 1995). De même, la centrale éolienne de Port-La Nouvelle produit de l'électricité et un autre parc est en train de se construire à Dunkerque. Par arrêté du 23 janvier 1995, le gouvernement vient de suspendre pour trois ans cette obligation d'achat à la demande d'EDF (sauf pour la cogénération).

Comment peut-on prendre cette mesure alors qu'EDF bénéficie toujours d'un monopole ? C'est permettre à EDF de sélectionner les projets qui l'intéressent et donc

de couler toutes les tentatives de productions alternatives. Comme on le voit, le rapport Souviron issu du "pseudo" débat sur l'énergie est déjà bien loin et l'électrofascisme continue à régner.

SAONE-ET-LOIRE : L'ELECTRICITE DANS L'HABITAT

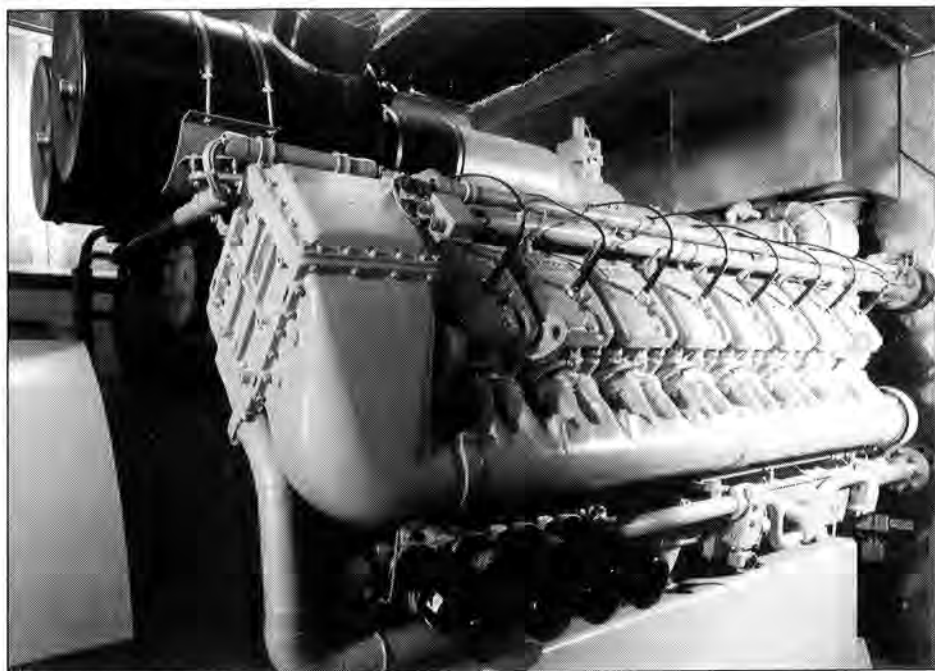
Le groupe d'information et d'action sur le nucléaire, GIANA, organise le mardi 23 mai, à 20 h, à la salle municipale Gambetta, Mairie de Mâcon, une réunion sur le thème de "l'électricité dans l'habitat" animée par Jean-Paul Depardon.

Renseignements : GIANA, 12 rue Mozart, 71000 Mâcon, tél : 85 20 24 34.

LA COGENERATION SE DEVELOPPE

La cogénération consiste à produire de l'électricité avec un moteur thermique classique, mais au lieu de rejeter la chaleur excédentaire (les deux tiers de l'énergie), celle-ci est récupérée pour d'autres usages (chauffage de bâtiments, accélérateur de réactions chimiques, etc...). La cogénération a longtemps été freinée par EDF qui préfère vendre de l'électricité plutôt que de voir des industriels devenir autoproducteurs. Malgré cela, on assiste à une multiplication des installations : alors que l'on n'avait eu que 4 installations nouvelles créées en 1991, on en comptait 29 en 1994, dont 11 hôpitaux et 9 usines. Ces installations fonctionnent au gaz. D'une puissance globale de 250 MW électriques en 1990, on en est à 500 fin 1994 et l'on pense atteindre les 1000 MW électriques avant l'an 2000... soit l'équivalent d'un réacteur nucléaire. On produira par ailleurs environ 2000 MW thermiques. Autre source de cogénération possible : les usines d'incinération dont la modification en cogénération électrique et chaleur pourrait permettre d'économiser encore autant (soit l'économie d'un nouveau réacteur nucléaire). Seul inconvénient à la cogénération : des investissements lourds qui entraînent des temps de retour (temps où bout duquel on économise de l'argent) de l'ordre de sept à dix ans. (source : L'Usine nouvelle, 23 février 1995)

Installation de cogénération à Ratingen (D) : puissance électrique 960 kW, puissance thermique : 1600 kW. (photo Deutz MWM)





ENVIRONNEMENT

SIBERIE : UN AN DE MAREE NOIRE

On se souvient de l'accident de l'Exxon Valdez, échoué sur les côtes de l'Alaska. Les médias ont suivi les opérations de sauvetage jour après jour. La compagnie pétrolière a même payé des voyages à de jeunes Européens pour qu'ils aillent aider au nettoyage. Si le pétrole a coulé à flots, l'argent également.

On s'étonnera donc du silence des médias sur l'actuelle marée noire en Sibérie, provoquée par des fuites importantes d'oléoduc. La fuite remonte au moins au mois de février 1994 date à laquelle les écologistes locaux ont communiqué à la presse des vidéos tournées par leurs soins. La pollution serait dix fois plus importante que celle de l'Alaska. Mais petite différence : l'Alaska est territoire américain, la Sibérie est dans le "Tiers-Monde"... et les médias sont américains.

INDONESIE : DEUX MOIS SANS SOLEIL

En septembre et octobre 1994, les Indonésiens sont restés deux mois sans voir un brin de soleil. Il régnait un smog si épais que, certains jours, les aéroports ont dû être fermés, les voitures roulaient avec les phares en plein jour, les bateaux devaient naviguer au radar et les gens devaient rester enfermés chez eux.

La cause de ce smog ? Les incendies de forêts tropicales dans toute l'Asie du Sud-Est, provoqués par les pauvres qui cherchent sans cesse de nouvelles terres pour cultiver. Ces incendies sont si nombreux que les nuages de cendres finissent par obscurcir le ciel sur de

grandes distances. Le phénomène n'est pas nouveau et les alertes se multiplient. En 1982 déjà, une pluie de cendres fumantes avait ravagé le Kalimantan, détruisant un territoire grand comme les Pays-Bas. Le phénomène pourrait toutefois cesser sans tarder faute de combattants : au rythme actuel, la forêt tropicale aura totalement disparu dans une dizaine d'années. (source : Courrier International, 3 novembre 1994)

LES SEPT FAMILLES DE L'ENVIRONNEMENT

Sous forme d'un jeu des sept familles, des cartes d'information sur les problèmes mondiaux, les catastrophes écologiques, les

régions en danger, les animaux en danger, les végétaux en danger, les gestes sauveurs, les défenseurs de la planète. En vente à : Jeu des 7 familles, Collège Charles Péguy, 68310 Wittelsheim.

FORETS ET ENFANTS

L'association GrainEnfant-Forêt se propose de développer des actions de reforestation avec le concours des enfants par la technique du semis en pleine terre. Pour financer l'association et pour se faire connaître, l'association a édité une brochure qu'elle commercialise contre 50 F à commander à : GEF, 118 rue de l'Annoy, 59100 Roubaix, tél : 20 45 08 37.

L'ETINCELLE 95 : TOUR CYCLISTE POUR DES TRANSPORTS ECOLOGISTES

La première édition de l'Etincelle avait relié Poitiers à Strasbourg avant de se joindre à une convergence cycliste en Allemagne. L'édition 1994 avait relié Charleville-Mézières, dans les Ardennes, à la Vallée d'Aspe. La troisième édition partira le 23 juin de Karlsruhe (Allemagne) pour rejoindre Lille le 22 juillet en passant par Strasbourg, Reims et Paris. L'itinéraire suivra plus particulièrement le trajet du futur TGV-Est et devrait être l'occasion de nombreux débats sur la politique des transports et sur la complémentarité rail-vélo en particulier, mais aussi plus largement sur les questions d'écologie et les projets de société alternatifs. Entre 5 et 10 cyclistes feront la totalité du parcours, d'autres pouvant se joindre pour seulement une journée. Pour l'organisation pratique, l'Etincelle cherche des groupes pour accueillir les cyclistes et pour profiter de l'occasion pour faire un débat dans leur commune. Le trajet est le suivant : Karlsruhe, Strasbourg, Saverne, Sarrebourg, Morhange, Vandières, Saint-Mihiel, Bar-le-Duc, Sainte-Menehould, Châlons-sur-Marne, Reims, Epernay, Château-Thierry, Meaux, Paris, Ours-en-Bray, Eu, Rue, Amiens, Busse-en-Artois, Arras, Lille. Si vous habitez l'une des villes du trajet et si vous voulez aider, vous pouvez contacter : L'Etincelle, Philippe Wanesson, 108 Bd Emile Zola, 54520 Laxou, tél : 83 40 15 00 (entre Karlsruhe et Paris) ou Michel Delmotte, 27 rue Socrate, 93170 Bagnolet, tél : (1) 43 60 83 36 (entre Paris et Lille).

PARIS : INAUGURATION DE LA TRES GRANDE BAVURE

Mitterrand peut mourir tranquille : il ne sera pas le seul à mourir ! En inaugurant la Très Grande Bibliothèque le 30 mars dernier, il a aussi inauguré le Tombeau Géant de la Biosphère. Les architectes, en violation totale des engagements de la France à Rio 92, ont en effet privilégié l'utilisation de bois tropicaux : ipé sur les 6 hectares de l'esplanade, okoumé pour les volets des 21 étages de chaque tour, parquet et cloisons intérieures en doussié. Pour récupérer un arbre donnant du bois de la qualité utilisée, il faut détruire en moyenne un hectare (voies d'accès, chute de l'arbre, évacuation de l'arbre...). Selon les concepteurs du projet, rien que pour l'ipé, ce sont environ 15 000 hectares de forêts du Brésil qui ont été victimes de la mégalomanie présidentielle. L'Okoumé (110 000 m² de placage) vient du Gabon. Le doussié vient du Cameroun. Il a été fourni en partie par la SFID, société forestière industrielle de la Doune, dont l'un des administrateurs n'est autre que le fils de François Mitterrand. Ceci explique peut-être cela.

Au centre de la Très Grande Bibliothèque, un parc d'un hectare accueille 120 pins sylvestres dans un lieu "symbole de silence et de l'éternité de la bibliothèque", une éternité toute relative puisque les services des espaces verts de Paris ont prévu le remplacement des arbres dans un délai de deux ans, ceux-ci ne pouvant résister à la pollution parisienne : selon Airparif qui effectue les mesures de pollution, la TGB est située dans le quartier ayant le record de France des rejets en chlore. Outre la destruction des arbres, cette pollution pourrait aussi avoir un effet néfaste sur les livres. Cette forêt artificielle a déjà coûté 50 millions de francs... à comparer au budget annuel de l'entretien de la forêt de Fontainebleau : 8,5 millions pour 20 000 hectares. Pour en savoir plus : Robin des Bois, 35 rue du Bourg-Tibourg, 75004 Paris, tél : (1) 48 04 95 78.

VALLEE D'ASPE

BLOCAGE EUROPEEN

Dans une réponse datant du 27 octobre 1994 à Jacques-Yves Cousteau, Jacques Delors indique la position de l'Union Européenne sur la question de la vallée d'Aspe. Il rappelle l'existence de la directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et la flore sauvages : chaque état doit avant juin 1995 fournir une liste de sites correspondant aux types d'habitats naturels et indiquer les espèces protégées qu'ils abritent. Tout projet susceptible de les affecter de manière significative devra faire l'objet d'une évaluation appropriée. Par ailleurs, le programme de conservation Life inclut la protection de l'ours et de ses habitats naturels. Il bénéficie d'un financement communautaire dont la première phase a été décidée en avril 1982 et dont bénéficient les gouvernements français et espagnol pour les Pyrénées. Ce financement a été accordé en échange de l'engagement des deux pays à ne pas ouvrir de pistes sylvopastorales dans la partie centrale du parc national des Pyrénées. Concernant directement l'aménagement routier Pau-Somport, le financement accordé en 1990 a été suspendu après l'annulation par le Tribunal administratif de la déclaration d'utilité publique du projet. Suite aux nouvelles plaintes déposées, la Commission européenne a demandé à la France des engagements précis en fonction de la directive 85/337 concernant l'évaluation des incidences de certains projets sur l'environnement et actuellement la Commission européenne étudie la réponse de la France... La reprise du versement des fonds communautaires sera liée aux conclusions de cette instruction. Donc pour le moment, **l'Europe bloque son financement.**

BLOCAGE ADMINISTRATIF

La commission d'enquête chargée d'étudier le contournement de la commune de Cette-Eygun dans la Vallée d'Aspe a donné **un avis défavorable** le 18 janvier dernier et cela nécessitera une nouvelle enquête publique. Cet avis défavorable s'est surtout justifié par l'intervention du conseil municipal de la commune qui ne conteste pas l'ouverture de la nouvelle voie mais conteste son trajet actuel. Si les commissaires enquêteurs signalent que de nombreuses lettres demandent l'application de la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (loi LOTI) qui spécifie que tout projet de transport doit être comparé avec les autres solutions de transports avant toute étude de réalisation, ils ne retiennent pas cet argument, pas plus que la référence à la directive européenne 85/337 (voir ci-dessus). Une autre enquête concernant la partie supérieure du projet entre Urdos et les Forges d'Abel comprend dans ses conclusions des phrases particulièrement significatives. Le rapport des commissaires enquêteurs commence ainsi : *"Il n'entre pas dans la compétence de la Commission d'enquête de dire si, juridiquement, les anomalies de forme qu'elle a relevées, l'insuffisance des études qu'elle a soulignées, sont de nature à entraîner - directement ou indirectement - la nullité de la présente enquête : cela relève de la compétence du juge administratif"*. Il poursuit en regrettant qu'une seule enquête n'ait pas eu lieu sur l'ensemble du projet car selon eux une modification du projet sur un seul tronçon pourrait par cascades faire annuler toutes les autres. Ce rapport donne **un avis favorable sous conditions modificatives et suspensives.** Dans les conditions suspensives, les enquêteurs rappellent que le projet devra se plier aux mesures de protection du parc des Pyrénées. La commission demande un

rapport sur l'avenir de la voie ferrée, un engagement et un suivi de la réintroduction des ours, une étude sur le passage possible sur cette voie de matières dangereuses... Enfin, le 19 février 1995, la troisième enquête concernant la déviation du vallon de Bedous reprend les revendications pour l'application de la loi LOTI et demande une enquête globale sur l'ensemble du projet puis émet **un avis défavorable.**

BLOCAGE DES TERRAINS

Profitant de la brèche créée par les avis négatifs sur les enquêtes publiques, Greenpeace lance une collecte de fonds pour se porter acquéreur du maximum de terrains dans la vallée d'Aspe et ainsi retarder les possibilités de travaux. Cette technique n'est possible qu'avant une déclaration d'utilité publique, l'Etat pouvant ensuite procéder à des expulsions de propriétaires. Des parts de 265 F sont mises en vente et Greenpeace développera ensuite tout son arsenal juridique pour bloquer l'expropriation que devra engager l'Etat. Greenpeace pourra ainsi s'appuyer sur les conclusions des enquêtes actuelles (voir ci-dessus) et sur les réserves émises au niveau européen pour contester le bien fondé de ces travaux. Cela pourrait ainsi retarder le projet de plusieurs années, de quoi laisser le temps de gagner la lutte sur le terrain politique. Cette méthode a été appliquée avec succès au Larzac dans les années 70 et pour la protection de la haute-vallée de la Loire dans les années 80. Pour que l'opération soit efficace, il faut se plier à toute une démarche fastidieuse auprès d'un notaire.

Pour participer, vous pouvez demander un dossier à : Greenpeace, 28 rue des Petites Ecuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.

PARIS : UN JOUR POUR LE RESEAU-VERT

Alors que la région Ile-de-France commence à débiter des fonds conséquents pour la création de pistes cyclables dans le cadre du Réseau-Vert proposé par l'association du même nom, toutes les réalisations programmées sont en périphérie de Paris, la capitale restant obstinément insensible aux charmes de ce réseau de pistes cyclables et de voies piétonnes. Avec le soutien de nombreuses autres associations, le Réseau Vert organise donc une visite guidée en vélo dans l'ensemble de Paris le samedi 25 mai. On peut rejoindre cette visite où l'on veut : 10h à la mairie de St-Maur, 11h30 au Pont du petit Parc, 12h15 à la mairie de Joinville, 13 h : pique-nique dans le Bois de Vincennes à la Butte aux canons, 14h45 : mairie du 12ème, 15h30 : mairie du 13ème, 16h15 : mairie du 14ème, 17 h : mairie du 15ème, 17h30 : jonction rue de Vaugirard sous le pont de la petite ceinture avec une manif venant des Hauts-de-Seine, 18 h : mairie d'Issy-les-Moulineaux, 18h30 : arrivée port de Sèvres. Une autre manifestation est prévue le samedi 3 juin. Renseignements : Réseau Vert, 114 rue du Château, 75014 Paris, tél : (1) 43 22 40 64.

BRETAGNE : ACHAT D'UN MARAIS

La société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) a lancé une souscription pour l'achat d'un marais de 30 hectares, à Lamorbadon, dans le Morbihan. Prix : 1,2 million... soit 4 F le m2. Chèques à envoyer à : SEPNB, 186 rue Anatole France, BP32, 29276 Brest cédex.

ARDECHE : MASSACRE DES PALOMBES

Le 27 février, Michel Barnier annonce qu'il fera respecter les directives européennes en matière de chasse et il envoie un détachement de gardes mobiles au Col de l'Escrinet pour que cesse la chasse à la palombe dès le 1er mars. Mais les chasseurs

réagissent vivement et bloquent des rues à Aubenas et Privas. Le 11 mars, le préfet de l'Ardèche publie un arrêté classant la palombe en animal nuisible, ce qui permet de détourner le sens de la directive européenne et le massacre peut reprendre. Pourquoi un pigeon est soudainement devenu un animal nuisible, mystère ! Les associations de protection de la nature ont attaqué l'arrêté en justice et le tribunal leur a donné raison, estimant que le préfet aurait dû

apporter la preuve que le pigeon pouvait occasionner des dégâts dans le département... Seulement le jugement a eu lieu le 29 mars, à la veille de la clôture revendiquée par les chasseurs, ce qui fait que le débat reste entier jusqu'à l'année prochaine.

DESTRUCTION DES GORGES DE L'ARDECHE

Malgré les mesures gouvernementales prises pour la

protection des gorges de l'Ardèche, force était de constater que les débordements touristiques et immobiliers se multipliaient. Les associations de défense de l'environnement menaient alors une enquête qui permettait d'attaquer au tribunal le fonctionnement du SIVA, syndicat intercommunal de la vallée de l'Ardèche, à qui le gouvernement avait confié la gestion de l'aménagement des lieux. Le tribunal administratif de Lyon vient de donner raison aux associa-

tions en retirant la gestion au SIVA : en effet, plusieurs membres de ce syndicat sont actuellement poursuivis en justice : André Montmard, maire de St-Martin d'Ardèche et Yves Serre, président du SIVA, maire de Salavas, font l'objet d'une instruction judiciaire pour "ingérence, recel d'ingérence, violation de la loi sur les marchés publics, favoritisme familial...". Contact : Collectif Ardèche pour la protection de l'eau, CARPE, BP 08, 07200 Ucel, tél : 75 93 30 43.

ISERE : BLOCAGE DU CHANTIER DE L'A51

Le 6 mars, la société d'autoroute AREA commence à stocker des engins, à Vif, pour commencer le percement d'un tunnel de contournement de Grenoble. Le réseau d'alerte des opposants à l'autoroute Grenoble-Sisteron se met alors en route et une centaine de personnes arrivent sur place et bloquent complètement le chantier. Ils rappellent que le 9 décembre 1994, le conseil général de l'Isère a demandé à l'unanimité que cessent les travaux et les procédures d'acquisition de terrains tant que les recours juridiques de 11 communes et 8 associations n'auront pas été traités en conseil d'Etat. Les communes et les associations demandent que le projet soit confronté à différentes alternatives car cette autoroute ne sera jamais rentable, et serait construite, au sud de Grenoble, au col du Fau, région du Trièves, sur des terrains particulièrement instables (la nationale actuelle est régulièrement refaite après des glissements de terrain). Un campement a été mis en place et les premiers coups de pelleuse rebouchés.

L'AREA a immédiatement attaqué en justice quatre personnes interpellées au hasard (Gérard Leras, Louis Valdes, Catherine Estorges et Marc Chesney) pour entrave aux travaux, en demandant une somme énorme aux opposants. Le Tribunal des référés s'est réuni le 27 mars. Les avocats des personnes attaquées ont fait remarquer au juge que le terrain occupé appartenait à la SNCF et non à l'AREA et que la SNCF n'a pas porté plainte. Dans la salle, on



comptait plusieurs maires et élus locaux. Un témoin est venu apporter un éclairage sur le projet : Jean Belli Riz, inspecteur général du domaine routier pour les régions Provence Alpes-Côte d'Azur, est venu rappeler que les études engagées en 1975 concluaient à la seule nécessité de mettre la nationale à 2 x 2 voies mais qu'après les élections présidentielles de 1988, tout a été remis en cause : Mitterrand ayant fait des promesses au

maire de Gap, Jean Belli Riz rappelle qu'il a été directeur de la DDE des Hautes-Alpes pendant 3 ans et qu'il estime que la traversée du Trièves par une autoroute est infaisable.

Le 3 avril, le tribunal a tranché en faveur de la société mais a refusé d'accorder des dommages et intérêts. Elle a par contre interdit aux quatre personnes interpellées de se rendre sur le terrain. L'AREA a alors multiplié les constats par huissiers et a demandé au

préfet de rétablir l'ordre.

Un appel à une manifestation nationale est lancée pour le week-end du 13 mai (à Grenoble) et le 14 mai (sur le chantier).

Renseignements : Collectif des Elus et responsables politiques pour des alternatives à l'autoroute Ambérieu-Grenoble-Sisteron, 76 34 14 03. Répondeur actualités : 76 09 20 21. Soutien financier : Amis de la Terre, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, CCP 1294 20 G Grenoble.



DROITS DE LA FEMME

A l'occasion de la journée de la femme, le 8 mars, Amnesty International a publié un rapport sur les inégalités devant les droits fondamentaux : sur 1,3 milliard de personnes vivant dans la pauvreté, 70 % sont des femmes. Sur 20 millions de réfugiés dans le monde, 80 % sont des femmes et des enfants.

ASIE : FEMMES ET DEMOGRAPHIE

Traditionnellement, avoir un enfant de sexe féminin

n'est pas bien vu en Chine, en Corée et en Inde. Contrairement aux pays occidentaux, ce sont les femmes qui doivent apporter une dot pour le mariage et c'est donc la famille du mari qui en profite. Les lois sur l'héritage sont aussi en faveur des hommes. L'arrivée de nouvelles techniques comme l'échographie a provoqué une baisse considérable du nombre de naissances féminines : les mères recourant alors à l'avortement. Naturellement, il naît 106 garçons pour 100 filles. Comme le taux de mortalité des garçons est un peu plus fort que celui des filles (plus

résistantes !), vers 20 ans, on compte à peu près autant de personnes de chaque sexe et ensuite de plus en plus de femmes... Mais en Chine, si on compte bien environ 106 garçons pour 100 filles pour le premier enfant, ceux qui ont une fille en premier cherchent aussitôt à avoir un garçon comme deuxième enfant, on passe alors à 121 garçons pour 100 filles. Pour le troisième enfant, on est à 125, pour le quatrième à 132. En Corée du Sud, c'est encore pire : on passe de 107 pour le premier enfant à 114 pour le deuxième, 171 pour le troisième et 199 pour le quatrième. Cette tendance n'a fait que s'accroître depuis une trentaine d'années et cela commence à poser des problèmes : il y a de plus en plus de garçons célibataires, ce qui entraîne de plus en plus de "vols" de femmes, et pousse au développement de la prostitution... (source : Courrier International, 16 mars 1995)

**Attention
A partir du 1er mai**

Nouvelle Adresse :

**Silence,
9 rue Dumenge,
69004 Lyon**

**Le téléphone ne
change pas.**

PARIS : LE BUS DES FEMMES

Depuis 1990, circule à Paris le "bus des femmes" animé par et pour des prostituées. Son rôle est la prévention et l'information sur les MST et le Sida. Il a trois buts : favoriser l'accès aux soins, écouter et conseiller, favoriser l'insertion. Contact : le Bus des Femmes, 47 rue de Rivoli, 75001 Paris.



EMPLOIS - RECHERCHES

- Hydrobiologiste (bac +3) cherche emploi dans association ou organisme pour réaliser études d'impacts, aménagements et gestion des milieux aquatiques. S'adresser à : Béjean Mickaël, 3 rue La Vallée, 25140 Frambouhans, tél : 81 68 60 78.

OBJECTEURS

- La FRAPNA-Isère, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 76 42 64 08, cherche deux objecteurs pour la commission "Journal, fichiers, maquette" avec comme objectif la publication d'Isère-Nature : participation au comité de rédaction, relations avec les imprimeurs, réalisation. Le premier poste est plus spécifique-

ment orienté vers le maquetage du journal (frappe, mise en page), le deuxième poste sur la gestion des fichiers sur ordinateur. Postes à pourvoir en mai 1995.

- La FRAPNA-Haute-Savoie, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, 58 avenue de Genève, 74000 Annecy, cherche un objecteur pour un poste de secrétaire de rédaction : revue de presse hebdomadaire, réalisation revue en PAO, contact avec imprimeur, routage aux abonnés, reportages sur le terrain, possibilité de participer aux stages, bonne connaissance en biologie, géographie ou communication, notions d'informatique, sens de l'organisation.

- L'association occitane de défense de la forêt, BP 16, 13860 Peyrolles, cherche un objecteur logé à partir du 15 mai pour travail en équipe : gardiennage du centre, encadrement de chantiers de jeunes et animation.

RECHERCHE

- Le Centre de Recherche sur l'Alternative Sociale, BP 492, 31010 Toulouse, recherche pour compléter sa collection des numéros de la Gueule Ouverte : 238 à 241, du 243 au 294 et du 296 au 310 (le n°311 de juin 1980 est-il le dernier ?).
- Association "Créer" (comité de revitalisation écologique de l'environnement rural) cherche partenaires pour fonder lieux communautaires, esprit laïque, basés sur l'agriculture complète et bio, partage du travail et solidarité. Petit capital nécessaire. Ecrire à : Créer, 4 avenue des Hauts de Narbonne, 11100 Narbonne.

VACANCES

- Gentiane vous propose des randonnées avec des ânes à travers le parc national des Cévennes. Tarif sur demande à : Gentiane, Christian Brochier, Castagnols, Vialas, 48220 Le Pont de Montvert, tél : 66 41 04 16.
- L'association Horizon, le Bousquet, 15140 Saint-Projet de Salers, tél : 71 69 20 08, propose pour les vacances d'été des séjours colo-écolo pour de petits groupes d'enfants de 7 à 11 ans dans les Monts du Cantal orientés vers la nature et la créativité, yoga, éveil musical, randonnée en montagne, orientation, astronomie, etc... Nourriture végétarienne. Hébergement en maison traditionnelle à 850 m d'altitude.

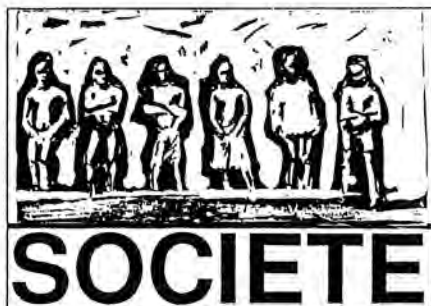
IMMOBILIER

- Pour vos vacances louons petite maison (gîte accueil paysan) dans le bocage mayennais. Découverte de la vie de la ferme : vaches laitières, fromages, plantes médicinales. Th. Chateau et M. Girard, 53600 Sainte Gemmes le Robert.
- A louer en Haute-Savoie, 15 km au sud d'Annecy, appartement dans ferme rénovée : 2 chambres, cuisine équipée, douche, WC pour juillet et août, juillet : 600 F la semaine, août : 1000 F la semaine tout compris, tél : J. Forget, 50 77 53 47.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence.

Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.



EUROPE : SURPOPULATION ?

La France avec 105 habitants au kilomètre carré se situe dans la moyenne européenne (100 hab/km²). Mais l'Europe connaît de très fortes variations de densité. Le pays le plus peuplé est l'île de Malte (1141) devant les Pays-Bas (453) et la Belgique (333). Les pays les moins peuplés sont l'Islande (3), la Norvège (14), la Finlande (17) et la Suède (17). A titre de comparaison, la densité mondiale moyenne est de 40 et celle des Etats-Unis de 28.

La population est en forte hausse en Islande (11,2 % entre 1984 et 1994), au Luxembourg (9,7 %), à Malte (9,3 %), assez forte en France (5,3 %). La population a baissé dans trois pays : le Portugal (0,9 %), la Hongrie (3,8 %) et la Bulgarie (5,5 %). (source : INED, décembre 1994)

BELGIQUE : CONTRE LE RACISME

En 1991, aux élections législatives, les partis d'extrême-droite totalisaient 479 917 voix et forts de ce succès demandaient une révision des lois protégeant les immigrés.

Un collectif très large décidait alors de réunir le même nombre de voix en signatures de pétition pour au contraire demander une amélioration de ces lois et notamment l'obtention automatique de la nationalité belge après cinq ans de résidence légale dans le pays. Succès de la pétition puisque ce sont plus d'un million de signatures qui ont été remises début mars au premier ministre belge Jean-Luc Dehaene. C'est également le record du nombre de signatures pour une pétition en Belgique. (source : Politis, 23 mars 1995)

DES "FRANÇAIS" SANS TELEVISION

Depuis la fin de l'année 1994, les 4700 habitants de l'île de Futuna (97 km² dans le Pacifique Sud), colonie française, peuvent regarder la télévision grâce aux retransmissions par satellite. C'était le dernier territoire "français" qui n'avait pas encore été pollué par cette drogue. Comment ont-ils pu survivre jusque-là ?

VERS UNE LANGUE EUROPEENNE

Le choix d'une langue européenne revient de plus en plus sur le tapis. Des députés européens ont récemment proposé que tous les documents de l'Union Européenne ne soit plus traduits qu'en trois langues : l'anglais, le français et l'allemand pour alléger les frais de traduction qui menacent la survie du Parlement Européen (11 langues officielles, soit 110 types de traduction nécessaires). Selon une étude publiée par le Parlement, 83 % des élèves européens apprennent l'anglais à l'école, 32 % le français et 16 % l'allemand qui

sont les trois langues les plus parlées : l'allemand est la langue naturelle de 90 millions de personnes (Allemagne, Autriche, et en partie en Suisse, au Luxembourg, en Belgique et en Italie) devant l'anglais (60 millions) et le français (60 millions également). L'espéranto n'a pas pour le moment été envisagé.

ECOLE RURALE, COMMUNICATION ET TECHNOLOGIES NOUVELLES

Les ordinateurs, le téléphone, la télécopie... permettent la réalisation de journaux, de vidéos, de recherches documentaires, de réseaux de ressources, de téléconférences, etc... Toutes ces nouvelles technologies apportent-elles une solution dans le contexte de la lutte contre les fermetures des écoles rurales ? Le parc naturel du Vercors, les centres de recherches des petites structures et de la communication (CREPSC) et l'Institut national de recherche pédagogique organisent des journées européennes pour débattre de cela les 4, 5 et 6 juillet à Autrans en Vercors. Programme complet : CREPSC, Bernard Colot, 86150 Mousac, tél : 49 48 77 41.

TOULOUSE : VIOLENCE CONTRE LES SANS-LOGIS

Alors que jusqu'à maintenant les occupations menées par l'association Droit au Logement (DAL) se fai-

saient dans la bonne humeur, l'occupation de l'Hôtel Saint-Jean de Jérusalem, appartenant à la Caisse des Dépôts et Consignation et au ministère des Finances a tourné à la confrontation. Organisée par quatre associations (Droit au logement 31, Lucette Omnibus, Planète en Danger et Ras l'Front 31), l'occupation se fait sans problème à la suite d'une manifestation le samedi 18 mars à 9 h. Les locaux sont partagés entre des familles de sans-logis, des artistes et des associations. Une délégation menée par le Pr Schwarzenberg et François Breteau, avocat du DAL, demande à être reçue par le préfet. Celui-ci refuse. Le dimanche matin à 6 h 45, la police entre en force : par la porte, par les fenêtres et même par le toit : 400 CRS sont déployés sur les lieux. François Breteau est molesté par les policiers. Dehors, les cabines téléphoniques sont en panne et c'est de chez des voisins que la presse peut être alertée. A 15 heures, 3000 personnes manifestent. Le préfet accepte de recevoir une délégation du DAL et des familles mais pas des artistes ni des associations. Une tentative pour pénétrer dans les lieux va se terminer par des échauffourées dans lesquelles le Pr Schwarzenberg sera blessé.

Balladur revendique la répression : si on peut comprendre que les familles sans-logis investissent des lieux vacants, pas question de laisser se créer un lien avec les artistes et les associations : cela devient trop politique !

PORNOGRAPHIE ET VIOLENCE

Le sénateur Jolibois, avec l'aide de Jacques Toubon, a fait adopter, il y a maintenant un an, un amendement, l'article L227-24 qui précise : "le fait de fabriquer, de transporter, de diffuser, par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support, un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine, soit de faire le commerce d'un tel message est puni de trois ans d'emprisonnement et de 500 000 francs maximum d'amende lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur".

Première application de cette loi : une plainte a été déposée à Clermont-Ferrand contre un ouvrage du Seuil ayant en couverture un tableau de Courbet "L'origine du monde" représentant une femme nue ! Le journal satirique "Barre à mine" a été condamné au nom de cet article pour avoir écrit que le saint-suaire de Turin portait des traces de sperme (se moquer de la religion est donc pornographique ?). Libération et New-Look ont été attaqués pour des articles sur le piercing (techniques de percement pour mettre des bijoux dans le nez par exemple)...

Ecolo-J, mouvement des jeunes écologistes, propose d'appliquer la loi à une BD qui comprend de multiples scènes de bagarres atroces : Astérix.



36 15 COUP DE SOLEIL

Un service de santé a mis au point ce serveur minitel pour informer pendant l'été les amateurs de bronzage des risques qu'ils prennent en s'exposant trop au soleil. Le lien bronzage excessif / cancer de la peau est maintenant bien connu. Le bronzage étant provoqué par l'exposition aux rayons

ultra-violet du Soleil et ceux-ci étant plus abondants du fait de la réduction de la couche d'ozone, on s'attend, même chez nous, à une augmentation des cancers.

VEGETARISME : BON POUR LA SANTÉ

Une étude de l'Institut d'hygiène et de médecine tropicale de Londres confirme

SECURITE SOCIALE : DE MOINS EN MOINS

Personne ne critique le gouffre financier de l'armée... mais alors celui de la sécu, ça c'est inquiétant. A gauche (plan Questiaux 1981, plan Bérégovoy 1982, Plan Bérégovoy-Delors 1983, plan Dufoix 1985, plan Evin 1988, plan Rocard 1990, plan Cresson-Bianco 1991) comme à droite (plan Veil 1977, plan Barrot 1979, Plan Seguin 1986, plan Chirac 1987, plan Veil 1993...) , on multiplie les plans pour "sauver" la sécu : une seule constante, une protection sociale de plus en plus faible : baisse des remboursements, augmentation des cotisations... Caractéristiques de ces plans : aucune pression sur l'industrie pharmaceutique, aucune critique de la recherche médicale, aucune remise en cause des méthodes de traitements curatifs et non préventifs, aucune ouverture aux méthodes alternatives... et évidemment personne pour affirmer qu'il est plus important d'assurer la santé de tous plutôt que de se ruiner dans l'armement nucléaire. Si vous voyez une différence entre la gauche et la droite, faites-nous signe.

CONTRACEPTION : NOUVELLE METHODE DES TEMPERATURES

Cela fait longtemps que l'on sait que le cycle des femmes se traduit par une variation de la température interne du corps. Selon les femmes, ce cycle varie de 21 à 35 jours. Un début de cycle est marqué par le début des règles. Celles-ci durent de 2 à 6 jours. Elles sont suivies par une période dite "folliculaire" qui dure de 7 à 21 jours correspondant à la maturation d'un ovule. Intervient alors l'ovulation qui provoque une sécrétion hormonale et une élévation de la température du corps d'environ 0,5°C. L'ovule est alors expulsé dans l'utérus où il a une durée de vie de 12 à 18 heures maximum. Ensuite, pendant une phase d'environ 14 jours, la femme n'est plus féconde jusqu'à la fin du cycle. Une firme allemande vient de mettre au point un thermomètre électronique appelé Cyclotest, d'une précision de l'ordre du centième de degré, qui permet de localiser avec précision le moment de l'ovulation et indique ainsi les périodes où une contraception est nécessaire et là où elle est inutile. C'est une alternative possible à la pilule ou au stérilet à condition de s'astreindre à une prise de température tous les matins au réveil. L'appareil est vendu en pharmacie. Il est distribué en France par : EDS, 150 rue Emile Zola, 51100 Reims, tél : 26 86 85 94.



qu'être végétarien réduit de 40% la probabilité de contracter un cancer et de 30% l'incidence des maladies coronariennes. Durant 12 ans, 11.000 personnes, dont 6.000 végétariennes ont été suivies. De précédentes études avaient montré une réduction de mort prématurée des végétariens mais elles avaient été contestées car les groupes sélectionnés étaient religieux, donc non représentatifs de la population générale. (source British medical journal repris dans Integral septembre 94)

COSMETIQUES AMINCISSANTS : ARNAQUES

Selon une enquête menée par 50 millions de consommateurs (n° de mars 1995), les dix crèmes aminciissantes les plus vendues en France n'ont strictement aucun effet. Vous pouvez éviter de les acheter.

*Le mois prochain
dans Silence, début
de la publication
d'une série d'articles
sur la santé :
ce qu'est la santé,
ce qui la menace,
comment la conserver.
A ne pas manquer !*



SUISSE : NON-VIOLENCE ACTIVE

Le centre de rencontres de Cartigny (canton de Genève) et le Mouvement International de la Réconciliation organisent une session de formation "sensibilisation à la non-violence active" du 7 au 11 août, animée par Martine Bératzategui et Jean-Denis Renaud.

Renseignements et inscriptions : MIR, reposoir 3, CH 1260 Nyon, tél : (19 41 22) 362 71 23.

SUISSE : L'OBJECTION ENFIN RECONNUE

En 1992, le principe du droit à l'objection de conscience a été enfin reconnu et la possibilité d'effectuer un service civil sera effective à partir du 1er janvier prochain. En attendant, une bonne partie des cantons suisses ont adopté un moratoire sur l'emprisonnement des réfractaires au service militaire.

La situation n'est toutefois pas toute "rose" : la durée du service civil sera de 450 jours au lieu de 300 pour l'armée, et aucune référence à la paix et à la non-violence n'a été prévue dans les textes malgré les propositions des écologistes, toutes repoussées. (source : Bulletin Vert, mars 1995)

15 MAI : JOURNÉE DE L'OBJECTION

Comme chaque année, les objecteurs font de la journée du 15 mai une journée de revendication.

Pour connaître les actions qui se préparent dans votre région, consulter le minitel 36 15 MOC rubrique Info.

PROCES D'OBJECTEURS

LE MANS : SUICIDE

Laurent Cribier, objecteur ayant déserté après un an de service pour protester contre la durée double du service civil, est passé en procès au tout début de l'année. Il a été condamné à une peine étonnamment dure : 10 mois de prison ferme. Il n'a pas supporté ce jugement et s'est suicidé. On espère que les juges sont contents d'avoir bien appliqué la loi.

RENNES : FORTE MOBILISATION

Le 26 décembre 1994, Younes Fouki, 26 ans, est interpellé lors d'un "banda" contrôle d'identité. La police le remet à la gendarmerie qui lui apprend qu'il est considéré comme insoumis. Le 27 décembre, Younes est présenté à la caserne Foch de Rennes. Il demande alors à bénéficier du statut d'objecteur de conscience. Le 28 décembre, sa demande est rejetée. Refusant de porter les armes, il passe en procès le 29 décembre (comme quoi la justice fonctionne parfois avec efficacité !) et est condamné à un an de prison ferme. Il fait appel et repasse en procès le 26 février 1995. 200 personnes sont venues le soutenir. Il est de nouveau condamné à un an de prison mais avec dix mois de sursis. Comme il vient de passer deux mois en prison, il pense pouvoir quitter le tribunal libre... mais l'armée ne l'entend pas ainsi... et s'il sort libre c'est avec une nouvelle convocation à la caserne et une permission de six jours. Le lundi 6 mars, il se présente à nouveau à la caserne Foch d'où il ressort avec une nouvelle permission de 6 jours. L'armée l'invite alors à déposer pour servir en qualité d'objecteur de conscience. Le 26 janvier Jean-Michel Boiset et Jean-Christophe Raoul sont passés en procès pour désertion pendant le service civil : ils ont quitté leur poste après dix mois de service, appliquant les directives européennes que la France refuse d'appliquer (égalité de temps de service entre service militaire et service civil). Le tribunal les a condamnés à 6 mois avec sursis le 28 février.

Fin mars, le parquet n'a pas fait appel. Ils ont bénéficié d'un large soutien (plus de 2000 signatures)

Toujours à Rennes, c'est maintenant Patrick Peron-Morvan qui a déserté de son poste d'objecteur au bout de dix mois, en janvier 1995, avec le soutien de la coordination "On arrête tout". Pour le moment l'armée n'a pas réagi.

Toutes ces actions juridiques coûtent cher... mais s'avèrent payantes : plus il y a de procès et plus les appelés au service national apprennent la possibilité d'être objecteur et de désertier au bout de dix mois. Vous pouvez envoyer un soutien financier à : MOC Rennes, 82 rue Dupont des Loges, 35000 Rennes.

LYON : TROIS A LA BARRE

Eric Lombrail, objecteur-déserteur, avait été condamné en première instance à 8 mois de prison ferme pour désertion après un an de service. Le 16 février, il repassait en appel. Il amenait à la

barre 3500 signatures de soutien demandant sa relaxe. La présence du procès Noir/Botton provoquant un important déploiement de forces de police, la centaine de sympathisants présents ne pouvaient entrer dans le palais de justice. Le tribunal a rendu son verdict le 16 mars : 6 mois de prison ferme. Eric Lombrail a décidé de se pourvoir en cassation.

David Blanchard, ayant effectué 10 mois de service, a déserté en revendiquant l'égalité du temps de service. Il a été convoqué au tribunal de Dijon le 25 avril.

Enfin, Jean-Philippe Vargas, objecteur-insoumis, refuse de faire un quelconque service national. Passé en procès une première fois le 25 septembre 1992, il avait été relaxé. L'armée a fait appel et il est reconvoqué au tribunal le 2 mai prochain à 13h30. Un comité de soutien s'est mis en place et vous êtes invités à venir le soutenir à son procès.

Pour les trois cas : Comité de soutien aux réfractaires, La Gryphe, 5 rue S. Gryffe, 69007 Lyon.



LA RETRAITE : UNE SOLUTION AU CHOMAGE ?

Il y a lieu d'examiner comment une politique économique écologique pourrait contribuer à la solution des problèmes résultant du vieillissement de la population, à savoir les problèmes de financements sociaux et les problèmes psychosociaux que connais-

mes. Le Japon figure en tête, mais dans les autres pays industriels, l'espérance de vie est aussi en forte progression.

Les conséquences du vieillissement de la population se répercutent sur le système de sécurité sociale. En gros, quatre sys-

conditions telles (conditions de travail, fiscalité, formation) que les personnes âgées encore en bonne santé et dynamiques puissent continuer à exercer au-delà de l'âge de la retraite une activité productive à temps partiel.

Dans le dernier cas, on renonce à résoudre le problème du chômage par le recours à une réduction drastique de la durée du travail dont bénéficierait le groupe des personnes âgées en pré-retraite, en retraite anticipée (poignée de main avec indemnisation), mais dont ces mêmes personnes subiraient aussi les préjudices psycho-sociaux.

Une certaine forme d'emplois (dans le cadre du secteur tertiaire), en faveur des personnes de plus de 60 ans, non seulement permettrait d'alléger la charge financière à supporter par la collectivité, mais elle permettrait aussi de répondre au désir d'un grand nombre de personnes âgées qui désirent rester actives dans le monde du travail structuré, parce que jouissant de l'énergie nécessaire et voulant éviter l'isolement, l'ennui, la perte du statut social (désir de s'affirmer et de participer). Pour un certain nombre de personnes, il est difficile de passer du jour au lendemain d'une activité à plein temps à la "joie" des loisirs à plein temps... La retraite anticipée, à 55 ans par exemple, présente aussi des inconvénients pour l'entreprise : pendant longtemps, elle n'aura plus à embaucher de jeunes travailleurs et les personnes qualifiées sont

Le recours aux préretraites permet de limiter les chiffres du chômage. Si le travail est considéré avec ses valeurs sociales, alors se pose inévitablement la question de la retraite : pourquoi priver des personnes d'une activité qui leur plaît et les valorise ?

sent tous ceux, surtout les personnes âgées, exclus du processus du travail structuré, qui se sentent désemparées et isolées. La situation se détériore. Le recul du taux de natalité et de mortalité dans les pays industriels donne des pyramides d'âges différentes de celles des pays tels que le Kenya, le Brésil, le Mexique ou l'Inde.

En 1947, l'espérance de vie au Japon était en moyenne de 50 ans pour les hommes et de 54 ans pour les femmes. En 1958, elle avait déjà atteint 75 ans pour les hommes et 80 ans pour les fem-

tèmes sont possibles : la solidarité nationale obligatoire qui prévoit une assistance en cas de décès, d'invalidité et de vieillesse ; l'assurance financée au moyen de cotisations des travailleurs, des employeurs et des indépendants ; une troisième possibilité est celle de l'épargne individuelle ou de l'investissement dans des biens durables à forte valeur d'usage, qui rendent les personnes moins dépendantes d'un revenu monétaire (par exemple un pavillon avec jardin) ; une quatrième possibilité enfin consiste à ménager des

mises à l'écart trop tôt. Ceux qui ont 50 ans ne sont plus motivés parce que l'horizon de leurs 55 ans est déjà très proche et ils ne font plus aucun effort pour s'adapter.

Nouveaux développements

De plus en plus, les Etats commencent à ne plus résoudre les problèmes en mettant les travailleurs à la retraite anticipée totale. Aux Etats-Unis ou en France, on a constaté que les employés et travailleurs très qualifiés préfèrent continuer leur activité et que ceci est moins le cas pour les travailleurs peu ou non qualifiés. Souvent les personnes âgées craignent de voir diminuer leur prestige si elles acceptent un travail à temps partiel. Au Japon, beaucoup de gens souhaitent continuer à travailler "afin de rester en bonne santé", "pour maintenir les contacts sociaux", "pour se sentir utile" (12,2 %) ou tout simplement parce qu'elles n'ont rien d'autre à faire (13 %... mais seulement 8,3 % des femmes) (sondage d'opinion Jili, 1992).

En Allemagne, la gérontologie estime aussi que le repos total n'est pas toujours bénéfique pour des personnes en bonne santé. L'accent est mis sur l'opportunité d'une retraite partielle. Trop de qualifications et d'expériences sont perdues trop tôt. Les années actives dans une vie humaine deviennent finalement moins nombreuses que les années d'inactivité (jeunesse, études, retraite). Les syndicats et le SPD s'opposent à ce que l'âge de la retraite soit repoussé. Des mesures en ce sens n'entreront donc en vigueur qu'après l'an 2000. On prévoit qu'en 2030, la population de l'Allemagne de l'Ouest sera passée de 56 à 42 millions et que le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans aura augmenté de 4 millions.

Quant aux effets de la migration sur le marché du travail, ils ne sont pas prévisibles, pas plus que les décisions que prendra la Communauté Européenne en vue de l'harmonisation de l'âge de la retraite en Europe.

C'est sans doute en France que la limite d'âge pour la mise

en retraite (58 à 55 ans dans les années 80) est la moins élevée de tous les grands pays industriels. Le citoyen français peut donc escompter qu'il sera "inactif" un plus grand nombre d'années qu'il ne travaillera comme salarié : en moyenne 23 ans à la retraite et 19 ans en formation soit 42 ans.

Peu à peu, les entreprises reconnaissent que la retraite anticipée obligatoire comporte des inconvénients (perte d'expériences...). Les politiques se rendent compte qu'il s'offre là un moyen d'alléger la charge de la sécurité sociale. On invoque des initiatives gouvernementales. La quatrième solution (travail adapté pour les personnes âgées) y est décrite comme présentant un avantage tant pour les travailleurs que pour les employeurs, pour le budget public, pour la santé psychique et l'intégration sociale des personnes âgées.

Compte-tenu des développements démographiques et économiques actuellement en cours, une stratégie de lutte contre le chômage doit être élaborée. Ceci peut se faire dans le cadre d'une vision écolo-

gique du travail, selon sa valeur d'usage (travail rémunéré dans les circuits officiels ou en dehors mais travail productif et enrichissant) (1). Cette stratégie peut être rentable dans la lutte contre le chômage en général et contre celui des personnes âgées en particulier. Elle peut aider à alléger les problèmes budgétaires dans le secteur social.

Ludo DIERICKX
Sénateur AGALEV
(Verts flamants)
Anvers,

Pour en savoir plus :

- "Dialogue sur la richesse et le bien-être", rapport du Club de Rome, Orio Giarini, Ed. Economica, Paris, 1981.
- "La politisation de la valeur d'usage et l'universalité de la raison", Ludo Dierickx, Ed. Attel, Bruxelles, 1991.
- "Ecologie politique, richesse des hommes et des nations", Ludo Dierickx, Ed. Groupe Coudenberg, rue de Namur 48, 1000 Bruxelles, 1991.
- "Studies on the Four Pillars", Die Genfer Hefte, Association internationale pour l'étude de l'économie de l'assurance, 18 chemin Rieu, 1208 Genève, 1992.



(1) Voir article
"Le travail : valeur
d'échange ou valeur
d'usage" du même
auteur publié dans
Silence n° 183



ECONOMIE ET ECOLOGIE

De Franck-Dominique Vivien
Ed. La Découverte /
Repères
1994 - 122 p. -

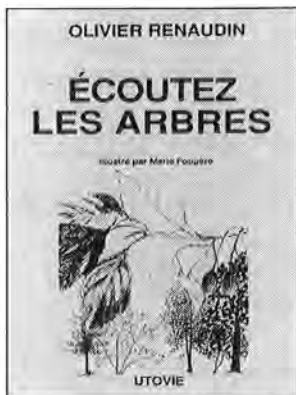
Ce livre retrace comment historiquement les économistes ont de tout temps appréhendé la nature à travers les siècles et comment le développement de la pensée écologiste (monde fini, ressources limitées, entropie...) a obligé à modifier profondément cette approche. Ce livre, essentiellement historique et d'une grande concision, analyse surtout les débats entre économistes classiques : les libéraux qui croient que la simple loi de l'offre et de la demande suffira à limiter la consommation des biens rares, et ceux qui pensent que le principe du pollueur-payeur permet de rééquilibrer l'économie. Si les objections des écologistes sont présentes, on regrettera que l'auteur attende la page 108 (dernière page avant la conclusion) pour écrire : "Il existe d'autres 'sentiments de la nature', d'autres types de légitimités, d'autres types de valeurs, d'autres types de représentations du monde, d'autres types de savoirs, d'autres types d'institutions que ceux qu'étudie et véhicule l'idéologie économique" car c'est à ce niveau que le débat aurait pu devenir intéressant. Si l'auteur cite les écologistes "globaux" (Odum, Lovelock, Georgescu-Roegen...), il passe en effet sous silence toutes les tentatives d'économies alternatives qui depuis les socialistes utopistes de la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'aux entreprises alternatives d'aujourd'hui ont essayé d'amorcer ce que pourrait être une économie écologique. L'auteur a parfaitement retracé l'his-

torique de la pensée économique ... mais a complètement oublié d'analyser bon nombre d'avancées proposées par les "économistes écologistes" : rien sur François Partant, Serge Lafouche, Ivan Illich, Susan George, Murray Bookchin, Alain Lipietz, René Dumont, etc... Si on suppose que l'auteur connaît l'économie, il ignore malheureusement ce qu'est l'écologie. MB.

ECOUTEZ LES ARBRES

de Olivier Renaudin
Ed. Utovie
1994 - 32 p. - 36 F

Quand un arbre des villes, un arbre des routes, un arbre des bois et un arbuste de jardin se rencontrent, de quoi parlent-ils ? De la mentalité bizarre des humains. Un livre conçu pour les enfants mais que l'on peut faire lire à bon nombre d'adultes. FV.



LA DIGNITÉ ANTINUCLÉAIRE

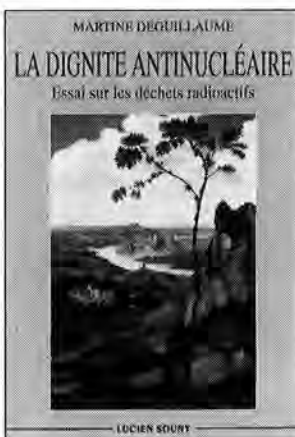
Essai sur les déchets radioactifs
de Martine Deguillaume
Ed. Lucien Souny
1995 - 86p. - 50F.

et
L'INTRANQUILLE N°2
76960 Notre Dame de Bondeville

A partir d'un texte écrit pour le numéro 2 de l'Intranquille

- recueil de textes aussi riches et édifiants que lors de la livraison précédente - Martine Deguillaume nous livre là, bien plus qu'un réquisitoire contre le nucléaire : un plaidoyer pour les antinucléaires. Elle nous ancre, non seulement scientifiquement mais politiquement et philosophiquement, dans notre conviction de la nature délétère du nucléaire, dont le problème des déchets n'est que la partie émergée.

Elle rappelle les croyances erronées : "l'espérance de vie de la population française n'a pas augmenté depuis 1965. Le taux de mortalité parmi les gens



âgés de 15 à 20 ans s'accroît actuellement de 2 à 5% par an. Pour les hommes âgés de 40 à 50 ans, le taux de mortalité a augmenté ces dernières années dans toutes les nations industrialisées. L'espérance de vie d'un homme de 50 ans n'a que peu changé depuis le début du siècle et se trouve en fait en régression constante malgré les affirmations optimistes du corps médical".

Elle observe la contradiction liée aux déchets nucléaires : "les générations futures devraient avoir l'éternelle connaissance de leur nocivité, et la génération actuelle l'ignorer jusqu'à l'oubli total".

Elle replace la particularité nucléaire dans le contexte général en soulignant le grand symbole des déchets nucléaires : "ils concentrent, dans leur éternité redoutable, tout ce que le culte de l'éphémère de nos consommations effrénées veut nous faire oublier".

Alors, dans ce cas, pourquoi restons-nous silencieux ? "Si la révolte n'a pas lieu, c'est sans doute parce que l'ampleur même du crime constitue la meilleure des excuses pour ne rien entreprendre".

Un très beau livre, très bien écrit, à s'offrir, à offrir, pour un tout petit prix.

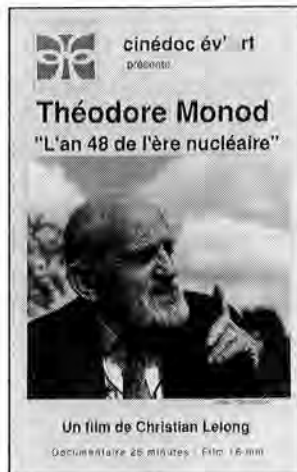
Perline

VIDEOS

THEODORE MONOD

"L'an 48 de l'ère nucléaire"
de Christian Lelong
Produit par Cinédoc év'art,
18 chemin de la prairie
74000 Annecy
1993 - 25 minutes

Théodore Monod jeûne chaque année, du 6 au 9 août, dates anniversaires des bombardements américains sur Nagasaki et Hiroshima. Ce jeûne se déroule devant la base de Taverny, au Nord de Paris, l'un des trois sites avec le Mont-Verdun (près de Lyon) et l'Elysée, à être prévus pour diriger une guerre nucléaire. A l'occasion du jeûne de 1993, Christian Lelong a longuement interviewé Théodore Monod qui explique ici pourquoi, selon lui, l'usage de la bombe atomique marque la fin du christianisme et le début de l'ère atomique. Si le texte est particulièrement intéressant, on ne peut pas dire qu'un grand effort ait été apporté à l'image : la caméra tournant autour de Théodore Monod. Cela rend le documentaire un peu trop radiophonique. Le témoignage reste toutefois intéressant. MB.



POURQUOI ET COMMENT MESURER LES CHAMPS ÉLECTRIQUES ET MAGNÉTIQUES 50/60 HZ

Coordination : J-M Danze

Ed. Encre

1994 - 152p. - 120F.

L'HOMME ÉLECTROMAGNÉTIQUE

Cyril W. Smith & Simon Best

Ed. Encre

1995 - 366p. - 190F.

ELECTROMAGNÉTISME ET SANTÉ

D. Comblin

1994 - 148p. -

CEFE (Centre d'études et de formation en écologie)

Rue Basse Marcelle 28 B-5000 Namur

NOTRE SANTÉ FACE

AUX CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES

Roger Santini

Ed. Sully

BP 18, 84220 Gordes

1995 (parution courant mai) - 120F

L'électromagnétisme en vedette

Il n'y a que depuis quelques années que les effets négatifs sur la santé des ondes électromagnétiques prennent de l'ampleur. Et le colloque qui a eu lieu à Bruxelles, au Parlement Européen, les 5 et 6 juillet 1993, a semble-t-il sonné la divulgation dans le grand public des pollutions électromagnétiques. A commencer par Silence, qui en a fait son dossier dans le numéro 171 de novembre 1993 ! Quatre livres complémentaires, quatre angles pour parler des effets des ondes électromagnétiques.

Comme pour les dangers de la radioactivité, l'attitude chronologique des autorités vis à vis des conséquences sanitaires d'une technologie qui prend de l'ampleur est bien huilée : primo le danger n'existe pas, ceux qui le suggèrent sont des charlatans contre le progrès ; deuzio le danger est faible et maîtrisé et ceux qui le disent important sont des militants à la solde de... (variable selon les cas) ; tertio le danger existe, il peut avoir des conséquences très graves, mais les officiels et les industriels s'en occupent, et ceux qui n'ont pas confiance sont des anarchistes.

Une autre vision des êtres vivants

On a coutume de voir notre santé comme une voiture ; des éléments bout à bout, à traiter séparément les uns des autres. Dans le meilleur des cas l'être vivant serait un système chimique. Bien qu'on apprenne à l'école que ce

système est physico-chimique, curieusement les professions de santé abandonnent le côté physique, et, en particulier magnétique, de tout être vivant dans leur vision du dérèglement, et donc des soins et de la prévention sanitaire. Enfin, quand ça les arrange, puisque l'électronarcose, sommeil provoqué par le passage d'un courant électrique à travers le cerveau, est utilisée en psychiatrie !

En gros la communication dans un être vivant est constituée d'une part d'un système chimique, les hormones, qui sont le courrier, et d'autre part des neurones qui forment le système de télégraphie, à forte densité, pour acheminer les données chimiques. On comprend que si le système physique subit des interférences, les informations pourront être tronquées ou acheminées à un destinataire erroné, créant un dysfonctionnement qui peut être local et imperceptible mais grave s'il touche par exemple une information de type réponse immunitaire à un agresseur. Et si les allergies sont de plus en plus fréquentes c'est peut être que la combinaison entre les perturbations chimiques - engrais, pesticides - et physiques - ondes électromagnétiques - dues à des agents extérieurs affaiblissent nos capacités immunitaires.

Des recherches récentes ont montré la présence de petits cristaux de magnétite (aimant naturel) dans les cellules du cerveau - 5 millions par cm² - ce qui pourrait expliquer la perturbation du système ner-

veux due aux champs électromagnétiques alternatifs. Il n'y a qu'à voir l'effet de ces champs, comme ceux distribués dans les habitations, sur une boussole pour percevoir ce que nous subissons sans nous en rendre compte : l'aiguille change de direction, à 180°, 50 fois par seconde, ne dit-on pas d'ailleurs qu'elle devient folle ? Nos cellules fonctionnent selon le même schéma qu'un récepteur radio : celui-ci est capable de recevoir des informations électromagnétiques provenant d'un émetteur situé à des centaines de kilomètres, alors que l'énergie de transmission de l'onde est à peine détectable.

Les conséquences des champs électromagnétiques vont du dysfonctionnement du rythme circadien, cause de perturbations du sommeil, au rôle promoteur du cancer, en passant par l'élévation du risque de leucémie chez les enfants et les suicides.

Le lobby nucléaire résiste

A l'étranger des mesures ont été parfois prises tant l'innocuité des lignes haute tension est loin d'être évidente, mais c'est la production d'énergie centralisée qui est la source de ces lignes, énergie nucléaire, en tout premier lieu. Et la multiplication des appareils électriques totalement ou partiellement inutiles - non seulement le chauffage et les cuisinières électriques mais aussi les couvertures chauffantes ou les fours micro-ondes - est une autre source de champs électromagnétiques, dangereuse elle aussi. La solution est donc de décentraliser la production, pour limiter les lignes THT (très haute tension) et de diminuer les consommations, donc le courant domestique.

On voit bien là que la puissance des compagnies d'électricité, EDF chez nous, et plus particulièrement du lobby nucléocrate ne permet que difficilement une approche sanitaire du problème, face au complexe industriel. On pourra se scandaliser, mais on ne s'étonnera donc pas que les postes clés de la Société Française de Radioprotection, supposée nous protéger, soient aux mains de dirigeants d'EDF et de la COGEMA !

Livres de chevet

L'homme électromagnétique englobe de nombreuses manières de considérer les ondes électromagnétiques. L'histoire et les données de base physiques, les applications en médecine, les dan-

gers au quotidien et, en fonction de recherches récentes, l'influence possible des champs électromagnétiques dans l'efficacité des médecines alternatives, la plus médiatique étant l'homéopathie. Les dilutions, dynamisées, dans lesquelles plus aucune molécule du produit initial n'est présente, pourraient voir leur efficacité dans l'empreinte magnétique que le produit aurait laissé dans l'eau. En effet, un malade hypersensible aux champs magnétiques peut être soulagé en tenant une éprouvette d'eau préalablement magnétisée dans une bobine à une fréquence qui le soulage - celle-ci ayant été déterminée préalablement. Cette méthode, physique, s'apparente à celle, chimique, couramment utilisée pour la détermination des allergènes.

Bien qu'un peu ardu dans certains chapitres, qu'on peut laisser de côté, ce livre est une véritable bible, passionnante, bourrée de références et d'exemples.

Pourquoi et comment mesurer les champs électriques et magnétiques 50/60Hz est un complément pragmatique pour tous ceux qui veulent pouvoir faire des mesures eux-mêmes. Pourquoi, quoi, où et comment faire ces mesures ? Tout est expliqué en détail, schémas et photos à l'appui, pour permettre la multiplication des informations et des préoccupations au sujet des champs électromagnétiques. *Electromagnétisme et santé* est, lui, très scolaire. Présenté comme un polycopié, il aborde de nombreux angles, par courts chapitres et paragraphes. Que sont les sources et les niveaux des champs, les effets des ondes, les études épidémiologiques parues, les normes et distances de sécurité et les mesures faites sur le terrain, est le contenu, clair et bien vulgarisé ; c'est à dire compréhensible par qui s'y intéresse et sans aucune erreur scientifique. C'est un livre facile pour se familiariser avec cette question.

Les risques des ondes électromagnétiques ne commencent qu'à être effleurés avec sérieux et il faut, dans ce cas-là aussi, se battre pour connaître et faire reconnaître les dangers d'une technique qui s'emballe : en trente ans la densité des ondes électromagnétiques dans notre environnement a été multipliée par 100.

Perrine



CHAUFFAGE ELECTRIQUE ET FRIGO ECONOMIQUE

Je comprends que cela fasse plaisir de taper sur une revue concurrente ou complémentaire en pensant se valoriser soi-même, mais la calomnie non-fondée et mensongère ne me semble pas la méthode véritablement non-violente. Vous reprochez aux Réalités de l'Ecologie une publicité pour un radiateur électrique de 3500 W pour favoriser le nucléaire. Il se trouve que je connais ce système de chauffage et que je tiens à apporter les précisions suivantes : il est évident que vous ne savez pas de quoi vous parlez puisque vous inventez une puissance de 3500 W alors que la gamme en question propose des puissances allant de 800 à 2400 W maximum, ensuite, ce système est prévu justement pour réduire le recours au nucléaire puisqu'il consomme de 40 à 70 % de moins que le chauffage électrique classique. Si vous n'êtes pas pour les économies d'énergie, tant pis, mais ne parlez plus de fri-

gas économes (il est aussi gaspilleur de produire du froid que de la chaleur à partir de l'électricité), ni d'ampoules économes et continuez la rédaction de Silence avec une bonne vieille machine à écrire mécanique (...)
Olivier ROGNON
Dordogne

Silence : la publicité en question précise qu'il faut une prise 16 Ampères pour chaque radiateur... soit 16 ampères x 220 volts = 3520 watts ce qui en fait un radiateur électrique classique. Rappelons que le chauffage électrique consomme 3 fois plus d'énergie que le chauffage au gaz. Comparer un radiateur à un frigo relève de la malhonnêteté sauf si votre frigo a le même volume, le même nombre de fuites thermiques (fenêtres et portes par exemple) et est aussi mal isolé que votre logement. Le frigo économe Gram consomme 70 F d'électricité par an !

BRISER LES VIEUX SCHEMAS

Que l'activité économique reprenne sous sa forme antérieure ou qu'elle ne redémarre pas, dans les deux scénarios, la configuration de la population des chômeurs aura été grandement modifiée et évoluera, sans doute pour de nombreuses années encore, dans le même sens, à savoir l'augmentation du nombre des chômeurs de longue durée et l'augmentation des chômeurs en fin de droits. La charge sociale et financière que représenteront dans un futur proche ces deux groupes deviendra énorme si notre société s'obstine à faire des raccourcis et des replâtrages au coup par coup (ne faisant alors que pallier temporairement à des situations dramatiques), et ne se décide pas à une modification franche de ses objectifs. En s'entêtant à vouloir ignorer les moyens de résorption de ce problème de fond, et en continuant à proposer du palliatif futile voire seulement ludique pour anéantir la réflexion des citoyens, la politique menée actuellement par la plupart des gouvernements occidentaux risque fort de provoquer une explosion sociale le jour où tous les exclus, tous les marginalisés et tous ceux qui s'estiment peu ou prou floués par une société trop inhumaine se sentiront suffisamment forts en nombre pour avoir le poids politique que l'économie libérale ne

leur reconnaît pas ou ne veut pas leur céder. La solution de ce problème n'est de toute évidence pas dans la poursuite d'une politique irrispectueuse de l'être humain, car elle fait avancer notre société directement dans le mur d'une ségrégation sociale toujours plus marquée.

Il faudra bien enfin tenir compte de la possibilité de promouvoir une répartition plus juste tant des pouvoirs que des droits et des devoirs que sont le travail, la protection sociale, la culture, l'ins-truction, la possibilité d'une confiance dans ce que sera le lendemain, etc...

Cela ne semble pouvoir se faire qu'à travers d'une politique qui respecte autant l'Homme que son environnement, en prônant davantage la qualité de la Vie, la durabilité des choix, leurs implications positives à long terme, que le "je paie, je consomme, je jette" ou le "pas d'argent, pas de cuisses !".

Etonnamment, la crise actuelle est la plus nette occasion que nous ayons eue depuis longtemps de briser les vieux schémas de la croissance infinie pour élaborer, encourager et instaurer un avenir respectueux de l'Homme et de son Milieu. Saurons-nous le faire à temps ?
Alain MARQUET
Conseiller municipal écologiste
Genève.

LA PALESTINE : 18 MOIS APRES LES ACCORDS

Un terrible attentat vient de rappeler au monde que le problème palestinien est loin d'être réglé. Pour une centaine de personnes de l'association médicale franco-palestinienne (AMFP), qui se sont rendues en Palestine à Noël, c'est une évidence.

Je prenais part à ce voyage qui était organisé à l'occasion du vingtième anniversaire de l'AMFP. Cette organisation soutient le peuple palestinien par des actions concrètes telles que parrainage d'enfants de familles en difficulté, parrainage d'enfants handicapés, pris en charge des études de travailleuses de santé, achat d'arbres pour développer l'arboriculture et favoriser à la fois l'autosuffisance et le commerce extérieur. Tout cela en lien étroit avec les organisations non gouvernementales palestiniennes (Union des Femmes, comité palestinien d'entraide agricole ou PARC...).

Nous avons vu un pays quadrillé par les colonies israéliennes. La construction est en plein essor, par l'extension des colonies installées et même par la création de nouvelles colonies, foulant

aux pieds, de ce fait, les accords d'Oslo qui prévoyaient leur gel. L'armée israélienne est omniprésente et les tracasseries envers les Palestiniens quotidiennes. C'est ainsi qu'un dirigeant du PARC que nous avons rencontré s'est vu retirer son permis de circuler sans qu'on lui dise quand il pourrait le récupérer. C'est ainsi que l'armée israélienne abat un militant du Hamas - c'était le 23 décembre, le premier jour de notre séjour -. Nous nous sommes vu refuser l'entrée de la ville de Jéricho (autonome, Jéricho ?) : la ville était bloquée par crainte des manifestations. C'est ainsi encore qu'un de nos cars a été retenu deux heures à un contrôle de Gaza sans que nous en ayons connu la raison. Nous avons constaté, à travers des faits et des situations qui se recoupent en divers endroits, que les Israéliens organisent la dépendance alimentaire du peuple palestinien, auquel ils ne permettent pas de réaliser ses propres cultures. L'arrachage d'arbres est monnaie courante. Et pas seulement sur la fameuse colline d'Al Khader où nous avons pu manifester

notre solidarité aux agriculteurs menacés d'expulsion. Le problème de l'eau est criant. Les Israéliens détournent le cours des fleuves au profit de leurs cultures. Et lorsque les adductions d'eau existent, elles sont fermées pendant les mois d'été. Ainsi les arbres ne donnent qu'une récolte modeste en Cisjordanie et à Gaza. Dans tout le pays, les routes ne sont entretenues que dans les colonies et entre les grands centres. Les villages sont complètement négligés, les rues sont pleines de trous creusés lors des intempéries, par endroit des mares importantes se forment et stagnent. A Gaza, la situation est dramatique. Autonome, Gaza ? Les Israéliens ont retiré à une majorité de Palestiniens de Gaza leur permis de travail, ce qui a fait monter considérablement le taux de chômage. Pour sortir de l'enclave, il faut montrer patte blanche et passer un par un, comme des bêtes, à travers des cheminements grillagés. Sur cette minuscule bande de terre, la densité de population est l'une des plus fortes au monde. La vie

n'y est pas organisée, les services publics sont absents (il n'y a pas de Poste !). L'argent promis par la communauté internationale n'arrive pas ! Les besoins sont énormes pourtant : logements décentes pour les réfugiés installés dans des camps concentrationnaires - l'un de 50 000 habitants, l'autre de 70 000 -, services publics, dispensaires, ateliers, industries, port de pêche, etc... A Jérusalem, à Hébron, ce sont les colons les plus extrémistes qui sont en action. Ils font la loi, réquisitionnent les maisons, ferment les marchés, bouchent certaines rues avec de gros bidons de ciment. En conséquence de ces constatations effectuées sur le terrain, il nous paraît indispensable que les nations démocratiques ne se reposent pas sur les accords d'Oslo, soulageant leur conscience de ce problème en pensant que les conditions de la paix sont réunies. Si personne ne veut regarder en face la réalité palestinienne, il y aura d'autres attentats, c'est la rançon du désespoir qui s'installe.
Suzanne VILETTE
Haute-Savoie.

BIG BROTHER, SES PACOTILLES ET SON ŒIL DE CYCLOPE

Une vertigineuse perte de sens. Individuelle et collective. Si c'est suffisamment insignifiant, débile et nocif, ça risque fort de bien se vendre : critères actuels garantis. Sur les murs des villes, le "tag" a remplacé le graffiti : les quelques lettres tordues qui passent pour être des messages codés entre "tagueurs" ont délogé l'impertinence revendicatrice du graffiti. Les murs ne hurlent plus : ils dégoulinent. Tout comme le pin's (épinglette au Québec), surtout commercial, a éliminé le badge militant. Détails mais symptomatiques. Images distrayantes, dissolues et corrosives du non-sens apparent mais qui, en fait, signent l'absence de critères de références. Critiques lucides évacuées, capacités de réflexion et de rébellion anéanties pour avoir trop avalé d'images télévisuelles. On nous aura tout montré, annoncé, prédit et scandaleusement illustré ; mais on n'aura pas réagi. Hypnotisés que nous sommes par l'œil cyclope de Big Brother qui dicte quel aimer, quoi vouloir, qui détester. L'œil de Big Brother qui dit ce qu'il veut bien et quand cela lui convient. Choqués sommes-nous par ce que l'on veut bien nous montrer : mais à combien horrifiés serions-nous par tout ce que les caméras laissent dans l'ombre de notre inconnissance. C'est qu'elles ont bien plus important à faire : VENDRE. Les saloperies et les pourritures cachées de ceux qui n'ont d'autres lois que profit et pouvoir, qui les crie sur les toits ? Les urgences d'avant les grands désastres et les autres avenues où il faudrait impérativement et immédiatement s'engager pour (peut-être) éviter le pire, qui les clame ? Diverses petites publications de portée très limitée, baillonnées à l'avance par les lois du marché. Populations enchantées par les menteuses sirènes publicitaires : facilité et médiocrité. Sous-cultu-

re standardisée et mondialisée. Consommez toujours plus et jouissez ! Là est la vraie vie hors de laquelle il n'est point de salut. Big brother l'a dit avec son œil de cyclope hypnotiseur. Et la dictature du marché accompli rapidement son œuvre. D'Ouest en Est et du Nord au Sud, les goûts s'uniformisent et l'instinct grégaire s'exalte : conditions idéales pour préparer les esprits aux prochains grands mouvements de troupes. Productivisme, développement, libéralisme, économicisme sont les dogmes dévastateurs dont Big Brother se gargarise tandis qu'il nivelle la planète pour le profit/pouvoir colossal de quelques-uns. Les grands prêtres/financiers, technocrates, industriels et administrateurs officient transnationalement dans les églises BM (Banque Mondiale), FMI (Fonds Monétaire International) et OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Nous sommes ici au cœur du labyrinthe où séjourne le minotaure Big Brother. Ariane ! Où est ton fil ? Mais de la même manière que les Européens, en débarquant aux Amériques, ont leuré les autochtones avec des pacotilles (miroirs, verroteries, etc.), Big Brother (à dominante US actuellement) offre aussi ses breloques et pacotilles - symboles en action de sa main-mise et de la "qualité" de vie (minable) proposée - aux masses pâmées de tous les pays du monde. **Caca-Cola, Merdboro, Merdonald, Mickey Merde...** J'ai nommé Caca-Cola (le boire), Merdboro (le fumer), Merdonald (le manger), et Myckey Merde (l'amuser). Cette liste ne prétend pas être exhaustive mais elle est tristement représentative. D'après mes propres statistiques approximatives et non-scientifiques, quasiment un Français et un Allemand sur deux fumerait le viril cow-boy. Les boîtes vides de Merdboro et de Caca-Cola sont

d'ailleurs les déchets les plus fréquents que l'on rencontre sur la voie publique en Europe de l'Ouest. Prétendez donc après cela, ne pas être pro-USA ! D'après mes mêmes observations empiriques, un jeune enfant allemand sur trois aurait actuellement dans sa garde-robe des vêtements Mickey-Merde. Non ! Ce n'est pas une gentille souris, mais un empire financier qui a investi X milliards pour que ça lui en rapporte plus. Et en conséquence, quel appauvrissement de l'imaginaire enfantin ! Que faire ? Impuissance totale devant le rouleau-compresseur de cette sous-culture mondialisante ? Surtout pas ! Puisqu'on ne peut pas se réfugier sur une autre planète : 1 - Boycotter immédiatement, totalement et irrémédiablement ce que je juge les pires merdes. 2 - Les nommer clairement. Ne craignez rien : on ne saurait leur faire plus de publicité ; ils ont déjà tout envahi (l'Europe de l'Est y compris). Je défie quiconque a les yeux ouverts de traverser un espace public en Europe de l'Ouest pendant une heure sans voir l'une de ces insanités ci-dessus nommées, que ce soit sous forme de déchet ou de publicité (à moins que ce ne soit la même chose). Incidemment, on peut remarquer que Merdboro semble afficher une prédilection près des écoles... et que Merdonald achète et défigure de belles maisons anciennes au cœur de nombreuses villes européennes ; faudrait s'informer concernant leur capital immobilier... 3 - Les tourner en dérision et ne pas être trop subtil car, facilité et médiocrité obligeant, ces pacotilleurs connaissent toutes les recettes bas-de-gamme qui assurent leur succès mondial. J'ai donc choisi de me servir un peu de leurs armes pour lancer des messages "populaires" et non "élitistes". Bien sûr, ça se dis-

cute... mais pendant ce temps, eux, ils continuent d'envahir. Remarquons aussi que Merdboro, Caca-Cola et Merdonald utilisent toujours quelque part, dans leur publicité et leur emballage, la couleur rouge. C'est un peu comme une Porsche rouge : subconsciemment, cela atteint et excite efficacement les mentalités consommatrices. 4 - Puisque les affiches publicitaires recouvrent de plus en plus les murs, graffiter directement sur les affiches (où pourra-t-on encore hurler ?). Et donc, l'ajoute de temps en temps "Big Brother, no !" ou quelque autre slogan, sur les publicités de Merdboro, par exemple. Ça soulage un peu. Face à ce viol systématique et insidieux de la conscience individuelle et collective, je refuse de laisser croire aux dictateurs commerciaux que nous sommes tous des victimes consentantes. Je dis mot. Je revendique mon modeste droit de parole contre les gigantesques porte-voix de l'industrie publicitaire qui travaille à plein tube pour les pacotilles de Big Brother. Je résiste à la vomissure déferlante. Insoumis je reste et insoumis vous m'enterrez. Vous ne m'aurez pas, bande de Zombies friqués ! Mon petit graffiti s'adresse bien sûr au passant consommateur docile et semi-conscient pour lui poser question, mais aussi à toi, frère conspirateur, ennemi de l'intérieur, qui se sent trop seul. Afin que tu puisses te dire en passant : "Au moins, y'en a un comme moi qui n'est pas d'accord et qui l'a exprimé ici". Afin d'encourager la révolte. Non ! Il n'y a pas lieu de se laisser anéantir le cerveau, le cœur et la planète. Refusons l'inacceptable. Et si on conspire un peu ensemble... Big Brother no ! c/o André Larivière Hans Thoma Str. 30, 71636 Ludwigsburg, Allemagne.

INONDATAIONS ET FUITES DEVANT LES RESPONSABILITES

Avec les inondations de janvier et février, l'information sur les destructions écologiques et autres dégâts de "l'aménagement du territoire", qui ont aggravé ces phénomènes, a un peu progressé. Cependant, la réaction à cette intolérable agression des écologistes contre la modernité n'a pas tardé à poindre. Elle a très classiquement détourné le sens des démonstrations critiques pour les faire paraître ridicules et discréditer leurs auteurs. Ainsi, dans Libération du mardi 31 janvier, sous la plume de Guy Benhamou qui rapporte les propos autorisés d'un représentant du machinisme agricole, on voit

les contestataires de l'appauvrissement biologique des campagnes, de la suppression de tout facteur régulateur de flux, de la réalisation de dispositifs visant à évacuer plus vite les eaux tandis que leur étalement est de plus en plus restreint, etc... accusés de prétendre que ces destructions sont "le facteur déclenchant" des inondations. Il est évident que les erreurs ci-dessus évoquées ne sont pas des "causes majeures" de l'inondation, mais des causes de l'aggravation des conséquences des pluies et des inondations. Ce glissement de l'aggravation des conséquences d'un phénomène naturel à son origine

même, permet tant à ceux qui croient encore dans le progrès par la machine et la chimie qu'aux intérêts financiers et industriels de fragiliser la conviction des mal-informés. Le recours à un tel expédient révèle la faiblesse de l'argumentation de ses auteurs face à l'amélioration de la perception des écosystèmes et à la montée de la critique. Dans le même ordre d'idée, les références aux inondations catastrophiques du XVIIIème siècle, dont le même article est émaillé, visent à montrer que les méthodes de l'agriculture industrielle n'ont créé aucun phénomène nouveau. Sans nier l'existence des précipitations excep-

tionnelles, remarquons que ces évocations omettent fort à propos que nombre de malheurs sanctionnaient les grandes déforestations du Moyen-Age. Le XVIIIème siècle marque le tournant entre cette période de défrichements et d'assèchements inconsidérés et l'une des grandes évolutions de l'agriculture où l'on associe la culture des légumineuses, qui enrichissent les sols et fournissent du fourrage à un bétail en accroissement, tandis que l'on développe les bocages - la forêt maillée - qui cicatrisent les paysages. Alain-Claude GALTIE Paris.

EXTREME-DROITE ET PEDOPHILIE

Lisant régulièrement Silence, nous sommes habituées à y voir s'exprimer les idées les plus diverses, fédérées sous les termes "écologie, alternatives - non-violence". Nous vous demandons, avant la publication d'un article ou d'un courrier des lecteurs, que ceux-ci soient au moins en accord avec ces principes dont la revue tout entière se réclame, et sur lesquels elle est jugée par ceux qui la lisent.

Deux exemples récents nous ont montré que, comme un coucou va pondre ses œufs dans le nid des autres oiseaux et détruit leur couvée, votre journal servait de tribune à ceux qui côtoient des milieux d'extrême-droite, ou encore sont défenseurs (et adeptes ?) de la pédophilie.

Nous avons remarqué dans le numéro de janvier 1995 un long article de Teddy Goldsmith qui s'est fait connaître dans les milieux écologistes, mais aussi ceux de l'extrême-droite puisque, si l'on en croit le n°44 de la revue Réflex, cet auteur a participé au colloque du GRECE, ce qui n'est pas rien.

Une revue telle que Silence n'a pas à offrir ses pages à ceux qui acceptent ce type de fréquentations, l'extrême-droite n'étant ni particulièrement écologique, ni particulièrement alternative, encore moins non-violente. D'autre part, un courrier des lecteurs, dans le numéro 182 d'octobre 1994 nous a tout autant scandalisées. Il s'agissait d'une lettre signée Androzine, fanzine gay anarchiste, qui, souhaitant qu'un débat puisse s'instaurer sur le droit des enfants, justifiait le tourisme sexuel des enfants, auquel fente de s'opposer une association nommée ECPAT.

En fait, fustigeant ce type d'association, qui a au moins pour principal mérite d'aborder le sujet, ce qui est déjà colossal compte-tenu de la chape de plomb qui pèse sur le problème de la pédophilie, Androzine soutient l'idée que "ces ligues de vertu n'auront pour seul effet que l'augmentation du nombre d'enfants morts de faim" car "est-ce plus condamnable de donner 10 \$ à un enfant pour une relation sexuelle ou de lui donner 50 cents pour le faire travailler une longue journée dans des conditions nuisibles à la santé ?". Il faut donc en conclure qu'un viol (il s'agit bien de cela) sur un enfant est excellent pour sa santé physique, psychique... et au moins lui permet de bouffer, s'il a encore de l'appétit après ça ! Exactement comme la vente et le trafic d'organes.

C'est très habilement qu'Androzine établit un parallèle entre l'exploitation capitaliste et l'exploitation sexuelle des enfants. Cette banalisation de la pédophilie, cette mise à niveau avec cette autre barbarie qu'est l'exploitation de l'homme par l'homme, et de l'enfant par l'homme, à travers une activité salariée, est particulièrement perverse. (...)

Cathy DUMONS et Florence BEGNI
Hérault.

Silence : nous sommes en contact avec Teddy Goldsmith depuis de nombreuses années, nous avons déjà présenté trois de ses livres et nous tenons à votre disposition la collection de "The Ecologist", revue anglaise qu'il anime depuis plus de 20 ans : vous n'y trouverez rien qui ait le moindre rapport avec l'extrême-droite. Par contre, son frère, Jimmy, troisième fortune de France, est un vrai problème : il finance des groupes écologistes à la demande de son frère mais finance aussi des mouvements de la droite extrême (De Villiers, Coordination Rurale).

Le GRECE animé par Alain de Benoît a une longue tradition de débauche de penseurs de gauche dénoncée depuis longtemps par des revues comme Réflex... et il est fort regrettable que Teddy Goldsmith ait cru bon de participer à un tel colloque.

Sur la pédophilie, nous rappelons le découpage de cette revue : les brèves nous sont envoyées par les groupes militants ou cueillies dans nos lectures, les articles sont choisis collectivement, la tribune libre exprime un avis d'une personne que nous ne partageons pas forcément mais que nous jugeons intéressant, le courrier est un recueil de réactions qui n'engagent que les signataires.

HANDICAP INTERNATIONAL ET L'ARMEE

Dans le petit article "Pour l'interdiction des mines antipersonnel", il est écrit que les fêtes de soutien de Handicap International se font avec le soutien logistique de l'armée. Cette nouvelle me surprend beaucoup et j'aimerais, si possible, savoir d'où vient cette information et que représente exactement ce "soutien logistique" qui m'attriste beaucoup.

Michel CAUSSE
Isère

Silence : Handicap International a son siège à Lyon et pour se faire connaître a organisé au milieu des années 1980 des "Fêtes sans Frontières" de grande envergure : les estrades, la sono, les camions de démonstration, les groupes électrogènes étaient fournis par l'armée omniprésente dans l'organisation de ces fêtes. L'humanitaire militaire est-il une spécificité lyonnaise ? L'organisme "Bioforce" dont les publicités passent dans une revue comme "Croissance" créé par l'Institut Mérieux, l'Institut Pasteur, est lié à l'armée via la Force d'assistance humanitaire militaire d'intervention rapide (FAHMIR) mise en place par le défunt Hernu et Haroun Tazieff (source : Silence n°43).

SCIENCE SANS CONSCIENCE

Etudiant, je suis ulcéré par l'attitude que nous adoptons, nous Français, vis-à-vis du nucléaire. Si certains techniciens ont abordé cette énergie avec enthousiasme : une aventure humaine, la majorité s'y résigne comme à une fatalité et renvoie dos à dos les défauts et les risques qu'elle présente et les avantages qu'elle procure...

Or, nous jouissons actuellement des avantages que procure l'énergie nucléaire, et ce sont nos descendants qui risquent d'en supporter, sans contrepartie, les inconvénients !

Cette opération est immorale et aussi complètement déséquilibrée : nous opposons 30 ans d'avantages à des milliers d'années d'inconvénients.

N'est-ce pas le cas typique d'une science sans conscience ?

Rémi CAUSSE
Isère.

SOYEZ COOL, MANGEZ DU LAPIN

Le lapin ne se sent pas très bien en élevage concentrationnaire. Il panique pour un rien, s'affole, son cœur est fragile et les arrêts cardiaques fréquents.

La mortalité approche les 20 % dans les élevages. Alors l'éleveur lui sert de bons aliments médicamenteux anti-stress, et du coup le lapin oublie son cachot, et se croit dans un sous-bois avec

Blanche-Neige et les 7 nains. En plus la consommation du lapin est légale, n'est-ce pas merveilleux !

Alain LECOZ
Morbihan

LIGNE D'HORIZON

Je désire apporter une précision concernant les "nombreux écrivains" que l'on "retrouve" à l'association La Ligne d'Horizon, cités dans le numéro 189 de Silence (page 31). Si François de Ravignan et Serge Latauche sont effectivement co-présidents de l'association, si Jean Chesneaux est membre, par contre aucune des autres personnes citées (Susan George, René Dumont, Teddy Goldsmith) ne sont adhérents. Simplement, elles ont accepté d'intervenir à l'un ou l'autre des colloques que nous avons organisés. Bien que la Ligne d'Horizon travaille régulièrement avec d'autres associations, il serait dommage de confondre les appartenances des uns et des autres (...)

Jean-Marc LUQUET
La Ligne d'Horizon

A JOSPIN

Qui oserait demander à Jospin (peut-être Dominique Voynet ?) s'il s'engagerait à stopper les essais nucléaires du Pacifique ? S'il s'engagerait à diminuer à 35 h (ou 37 h) hebdomadaire le temps de travail en chiffrant ce que cela coûterait de ne pas baisser les revenus en dessous de 12 000 F (ou 15 000 F) mensuels ? Ce qu'est le deuxième chèque dont on commence à parler ? S'il s'engagerait à envisager sérieusement la reconversion des usines d'armement, à reconverter les emplois concernés et à stopper au moins immédiatement la vente des mines antipersonnel.

Ceci est le minimum et peut-être le principal.
Raymond FORGET
Haute-Savoie

Je m'abonne :

1 an	Particulier	12 n°	220 F
1 an	Dom-tom et étranger	12 n°	270 F
1 an	Institution	12 n°	440 F
1 an	Soutien	12 n°	300 F et +
2 ans	Petit futé	24 n°	380 F
1 an	Groupés par 3 ex.	36 n°	570 F
1 an	Groupés par 5 ex.	60 n°	850 F
1 an	Petit budget	12 n°	190 F

Je m'informe :

Hors-série

Paris Dakar : Pas d'accord	25 F	(franco de port)
La menace climatique	30 F	(franco de port)
Radioactivité, les faibles doses	30 F	(+ 8 F de port)
Energies renouvelables	30 F	(+ 8 F de port)
Les métiers de l'écologie	70 F	(+ 15 F de port)
Du chômage à l'autonomie conviviale	30 F	(+ 8 F de port)

Livres

Le soleil à votre table	89 F	(franco de port)
La liberté de circuler	70 F	(+ 15 F de port)
Nucléaire ? Non merci	75 F	(+ 15 F de port)
Le nucléaire détrôné	30 F	(+ 12 F de port)
Séphastoché, mon premier cuiseur	36 F	(+ 12 F de port)
Superphénix : le dossier	30 F	(+ 12 F de port)
Quelle écologie radicale ?	70 F	(+ 15 F de port)
Pour un pays sans armée	75 F	(+ 15 F de port)
Pour que demain soit	75 F	(+ 15 F de port)
L'écologie ou la sagesse de la nature	75 F	(+ 15 F de port)
Deux roues, un avenir	75 F	(+ 15 F de port)
Moi, ma santé	75 F	(+ 15 F de port)
L'Ecologie politique	75 F	(+ 15 F de port)

Brochures

Un cuiseur solaire facile à faire	20 F	(+ 5 F de port)
Construire une cuisinière solaire	20 F	(+ 5 F de port)

Je règle un total de :

Mes coordonnées :

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 9 rue Dumenge, 69004 Lyon

BRICOLER UNE EOLIENNE

Je tiens à vous féliciter pour le travail que vous faites. Mais serait-il possible d'ouvrir une rubrique "pratique" donnant des détails techniques précis sur des problèmes comme l'autoconstruction de divers matériels, par exemple comment construire une éolienne avec un alternateur de voiture, facile à trouver ? Pensez-vous que cela fasse trop "bricolage", paraisse trop peu sérieux pour intéresser vos lecteurs, ou bien cela peut-il se trouver dans d'autres ouvrages ou d'anciens numéros de Silence ?

Henri BIONDI
Alpes Maritimes

Silence : le manque de place nous conduit à donner plus des adresses-ressources qu'à nous centrer sur un exemple particulier. Pour le bricolage d'éolienne, nous vous conseillons de contacter Christian Maillebouls 43520 Le Mazet St Voy (voir son article dans le hors-série sur les énergies renouvelables)

NEVE SHALOM WAHAT AS SALAM

Dans le numéro 188, vous publiez un article sur Neve Shalom / Wahat as Salam. Il y a une grosse erreur : Neve Shalom / Wahat as Salam a été fondé par le père Bruno Hussor, d'origine juive, né en Egypte, devenu chrétien, dominicain. Il a d'abord fondé une communauté de prêtres "Maison Esaïe" à Jérusalem (...). Il fonde Neve Shalom / Wahat as Salam pour réaliser son rêve : Juifs, Chrétiens et Musulmans peuvent vivre ensemble puisqu'ils adorent le même Dieu, tout en respectant leur différence. A ce moment là, la petite "Oasis de paix" n'avait pas de couleur politique. Il s'est trouvé que les personnes qui sont venues partager cette réalisation n'étaient pas motivées religieusement mais politiquement. (...) Anne le Meignan a été une collaboratrice précieuse du Père Bruno.

(...) Autre remarque importante : les Arabes Palestiniens qui vivent à Neve Shalom / Wahat as Salam sont des citoyens israéliens. Ce n'est que depuis trois ou quatre ans que des Palestiniens des territoires occupés viennent à Neve Shalom / Wahat as Salam, non pas pour y vivre, mais pour visiter à l'occasion des fêtes et pour y travailler. Beaucoup de personnes de la gauche radicale et des Palestiniens des Territoires Occupés (Cisjordanie) regrettent que les membres du village ne soient pas plus clairement identifiés avec l'occupation israélienne en Cisjordanie. Il y a des différences d'opinion dans le village à ce sujet.

Enfin, les Arabes du village doivent constamment lutter au sein même de leur petite communauté "mixte" pour affirmer leur identité et faire valoir leur langue, l'arabe. Ils parlent tous hébreu alors que peu des membres juifs parlent arabe couramment. Il y a encore beaucoup à faire pour qu'il y ait égalité entre les deux cultures. Ce sera sans doute pour la prochaine génération ! Ceci explique que les membres du village insistent pour que le nom soit toujours mentionné dans les deux langues : Neve Shalom / Wahat as Salam. Il est regrettable que les associations qui soutiennent en France ne respectent pas cette volonté.

Yvette NAAL
Jérusalem

anciens numéros

- 146 Les Verts. Maison de vigilance de Taverny. Traité Start. Larzac. Délinquance des immigrés. Rhin-Rhône. Vallée d'Aspe. Orcaïdes.....18 F
- 150 Nucléaire : seuil d'exemption ? Karl Morgan. Forbach. Yougoslavie. Aérosols. Vallée d'Aspe. Sexe et politique. Paris-Le Cap. Tibet. Ecologie : idéologie ? 18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. Lignes à haute tension. Agir ici. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail.18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Quelle aide au développement ? Appel de Heidelberg.....18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Télé et violence. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label environnement. Boycott Nike et Nestlé. La "pensée sauvage" 18 F
- 162 La prison autrement. Vallée d'Aspe. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. L'argent et le pouvoir comme drogues. Utopie verte 20 F
- 164 La décroissance. bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité.....20 F
- 165 Yougoslavie. Les semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Génération escroquerie. Superphénix 20 F
- 166 Moruro : comment s'arrêter. Yougoslavie. Tomsk. Malville. Vallée d'Aspe. La Banque Mondiale et les citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable.....20 F
- 167-168 Transports solidaires. Ferroutage. Le voyage d'un yaourt aux fraises. Transports clandestins. Vallée d'Aspe. L'arnaque du Point Vert. Les semences de la famine (2). Max Havelaar. Jeux à l'arsenic. Jardins de Cocagne. L'écologie ou la mort ! 32 F
- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Verts : marée basse 20 F
- 170 Racisme et environnement. Vallée d'Aspe. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. L'AlEA. Energie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales 20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Phébus. Superphénix. Inondations et aménagement doux. A. Carrel. L'avenir du travail. Changement de système planétaire 20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuille d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Esperanto. Superphénix. Inondations 20 F
- 173 Mir Sada. Ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide étrangère. Superphénix. Vallée d'Aspe 20 F
- 174 Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Réduction ou ouverture.....20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Atout Vent. Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2).....20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence Transports : suivons les Suisses ! Politique : Entre réduction et ouverture (3) 20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? L'héritage du nucléaire. La marche contre le chômage. Voile : faut-il avoir peur de l'intégrisme ? Vallée d'Aspe. Superphénix. L'escroquerie du développement durable 20 F
- 178 Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix. Conscription. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inestère. Superphénix. Les importations de déchets en France. Jeunes : sous le Mac-do, la galère 20 F
- 182 Energies douces au Sud (2). Solaire au Burkina. Expérimentations au Mali. Bioclimatique en Tunisie. Hydraulique au Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'inertie sécuritaire 23 F
- 183 Les centres écologiques. Terre Vivante. Centre pour une écologie sociale. Centre pour l'habitat sain. Superphénix. Ecologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail n'est pas qu'une valeur d'échange 23 F
- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Les autres voix de la planète. Une société qui glisse vers le chaos. Le piège du gouvernement mondial. Une société équitable en paix avec la planète. La maison de quartier de Neudorf. Industries énergies renouvelables. Bhopal. 23 F
- 185-186 Amiante : responsables mais pas coupables ? Plaintes contre Superphénix. Autoconstruction : les Castors. Le centre international énergies nouvelles de Tarbes. Le travail a-t-il un avenir ? Economie locale. Espère. Capitalisme populaire ou survie conviviale. Remettre le travail à sa place 35 F
- 188 La bombe un bruit qui court (2). Pour une prolifération solaire, bannir l'arme nucléaire. Neve shalom : la paix possible. Le solaire dans les régions froides. Matérialisme, mécanisme et impérialisme.....23 F
- 189 Autonomie toujours. Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de Verre cancérogène. Ecologistes : éloge de la différence 23 F

Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

Le tourisme, une affaire sérieuse

A Arvel Voyages nous en sommes convaincus.

Permettre de découvrir de nouveaux horizons est une chose, respecter les cultures et les hommes en est une autre, proposer des tarifs différenciés pour les familles aux revenus modestes est encore autre chose, s'attacher à la situation des droits de l'homme à travers le monde et tâcher d'apporter une pierre au respect de ces droits : voici quelques-unes des étranges préoccupations de l'association Arvel Voyages.

Séjours :

- **Tunisie** : 2 semaines en pension complète départ de Lyon à partir de 2 640 F*.
- **Grèce** : 2 semaines en demi-pension au départ de Lyon à partir de 3 725 F*.
- **Italie** : proche de Venise, 1 semaine en pension complète à partir de 1 015 F*.

Circuits :

- **Maroc** : 2 semaines en pension complète départ de Lyon à partir de 4 950 F*.
- **Chine** : de Pékin à Shanghai : à partir de 12 390 F*.

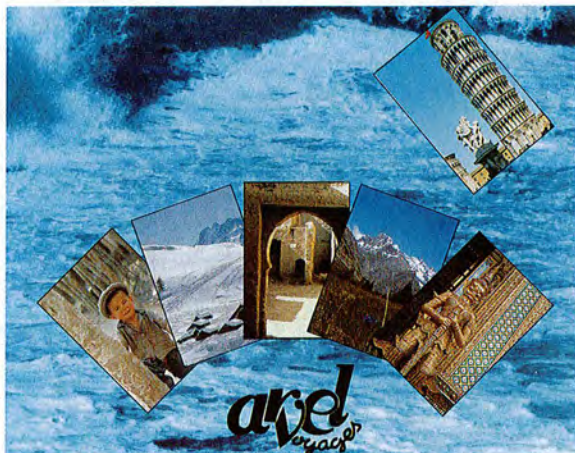
Formule "expéditions" :

- **Sénégal** : (16 jours) 5 750 F.

Randonnées :

- **La Crète** 15 jours à partir de 3 900 F.
- **Les Annapurna** (23 jours) 13 000 F.

(*) prix par personne en chambre double.



31, cours Emile-Zola B.P. 2080
69616 Villeurbanne Cedex

Tél. 72 44 95 50

association loi 1901 agrément 74058

Je souhaite recevoir la brochure

Randonnées ☐ Expéditions ☐ Séjours, circuits ☐

Prénom _____

Nom _____

Adresse _____

S.I.L.



La foire des agriculteurs bio à Paris

Vivez Nature



du 4 au 8 mai 95

Pavillon Baltard - Nogent-sur-Marne

de 11 h à 20 h, (nocturne le 5 mai jusqu'à 22 h)

accès RER et A4 :

Nogent-sur-Marne

bus navette RATP gratuit à partir

du métro Château de Vincennes

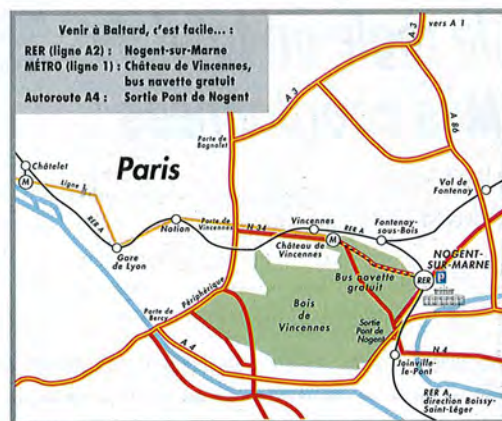
En association avec la revue

Observer



Beauté et
santé
Artisanat,
vêtements
au naturel
Produits
du terroir
biologiques

Vivez Nature - 19, rue Lantiez - 75017 Paris - © (06-1) 46 27 75 89



Lieu :

Pavillon Baltard à Nogent-sur-Marne (94)

Dates :

Du 4 au 8 mai 1995

Horaires :

Tous les jours, de 11 h à 20 h, sauf le 5 mai, de 11 h à 22 h

Entrée :

Tarif normal : 25 F - Tarif réduit (invitation) : 15 F

Enfants - de 12 ans : gratuit

Prix donnant accès gratuitement aux conférences, tables rondes, journée dégustation vin et animations enfants

Accès transports en commun :

- A partir du métro Château de Vincennes : navette

RATP gratuite jusqu'à Vivez Nature

- RER : ligne A, sortie Nogent-sur-Marne

Parking :

Gratuit, parc RER Baltard (à côté du RER)

Organisateur :

Vivez Nature

19, rue Lantiez 75017 Paris

Tél. : 16 (1) 46 27 75 89

Fax : 16 (1) 46 27 75 98

Deux entrées à tarif réduit (15 F)
sur présentation de ce bon
à la caisse